

- M - 1659 - 1231 - 4,00F

du 8 au 14 janvier 1981

# l'humanité rouge

organe  
central du **PCML**

VITRY  
POURQUOI ?

Voir page 7

GREVE DE LA FAIM DES

EMPRISONNES CORSES

SIX  
ANNÉES  
POUR

LA LIBERTÉ



# ENTRETIEN AVEC DES PRISONNIERS POLITIQUES BRETONS DANS LE PARLOIR DE LA PRISON DE FRESNES

■ Depuis combien de temps êtes-vous en prison?

Nous sommes actuellement 20 prisonniers bretons, certains d'entre nous sont emprisonnés depuis maintenant 3 ans.

■ Un procès se déroule en ce moment, qu'en pensez-vous?

Tout d'abord ce qui frappe, c'est la longueur du procès qui rend très difficile le travail de la défense autant pour les avocats qui doivent être présents à chaque audience pendant plus

d'un mois, que pour l'organisation de la venue des témoins de la défense notamment les étrangers. Du fait que le procès a été reporté et interrompu selon le bon vouloir de la cour et qu'aucune prévision n'ait pu être faite. Néanmoins, il y a eu de très bons témoignages qui ont reflété le malaise profond qui règne en Bretagne. De toute manière, de la part d'une juridiction d'exception condamnée par l'ensemble des organisations progressistes, il ne fallait pas s'attendre à avoir un procès régulier.

■ Certains inculpés n'assistent plus au procès depuis le moment où la cour leur a refusé un interprète, ne pensez-vous pas néanmoins qu'il eut été possible de dénoncer la situation faite à la Bretagne en acceptant de parler français?

Il est vrai qu'aujourd'hui plus que jamais, il est indispensable de dénoncer fermement la situation catastrophique qui est celle de la Bretagne, tant au niveau économique, social que politique et culturel. Les gens qui ont refusé de parler

français devant la C.S.E., juridiction d'exception, l'ont fait dans un but bien déterminé. Pour eux, il est hors de question de dissocier les problèmes; le culturel d'un côté, le social et le politique de l'autre. Leur combat est un tout, à savoir la lutte pour la libération du peuple breton. Or, on ne peut parler honnêtement de l'oppression et de l'exploitation subies par les travailleurs bretons en ignorant le génocide culturel que tend à perpétuer l'Etat français en Bretagne.

■ Défendre le breton, n'est-ce pas rester sur un terrain facile ou d'arrière-garde?

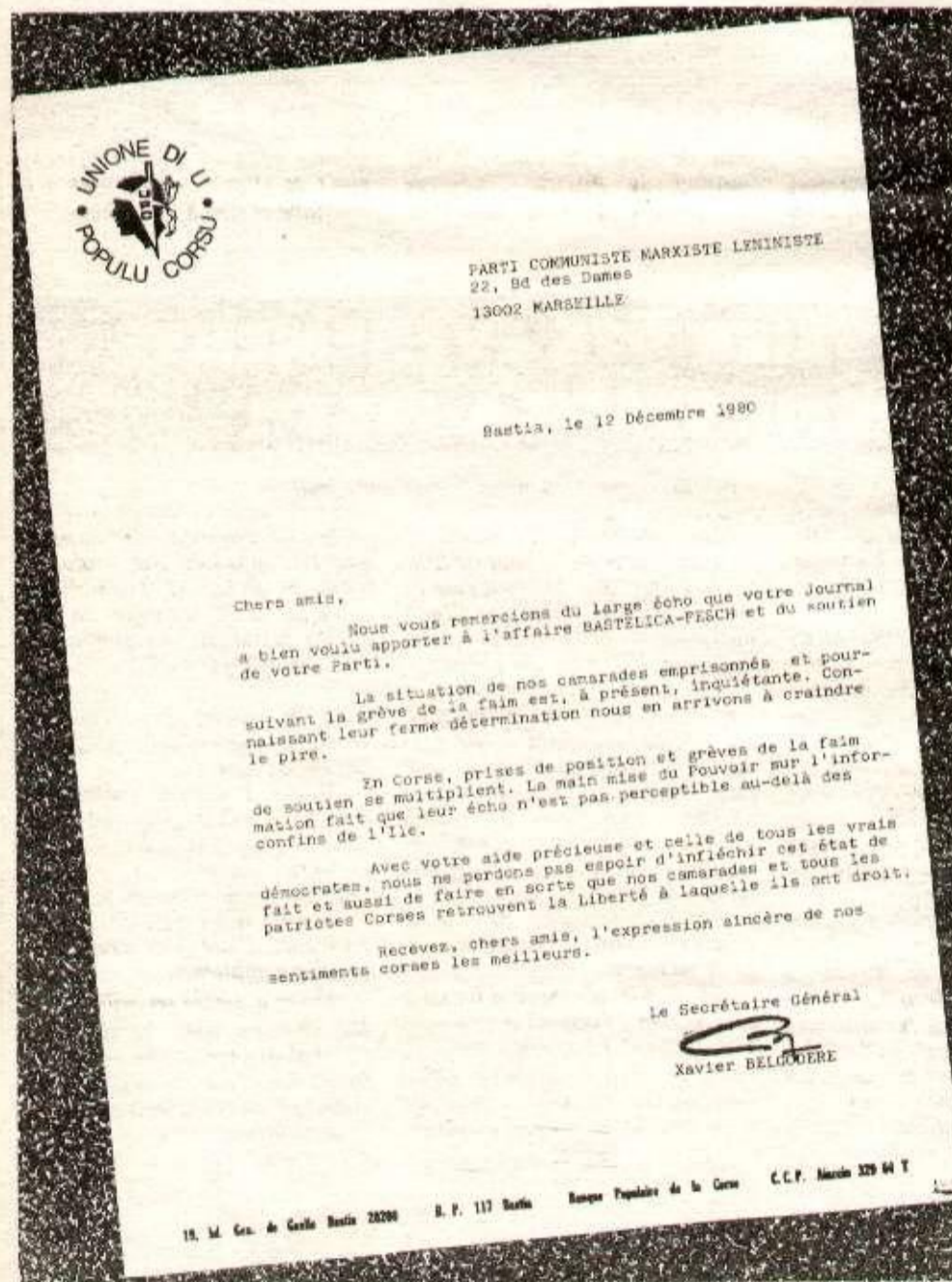
Défendre le breton en français, oui, c'est rester sur un terrain facile. C'est rester au niveau des vœux pieux ou des positions de complaisance. Apprendre le breton, le parler en tout lieu, c'est pour certains d'entre nous affirmer sa solidarité avec les couches les plus exploitées de notre peuple, c'est refuser fermement la colonisation et l'impérialisme, c'est s'arracher aux griffes de la culture officielle, c'est en un certain sens, prendre les moyens de devenir irrécupérable.

■ Après tant d'années de prison, comment jugez-vous la situation en Bretagne?

La situation économique faite à la Bretagne est certainement l'un des points qui nous inquiète le plus, car à travers le chômage, les fermetures d'usines, la disparition des petites exploitations agricoles, c'est toute la jeunesse, les forces vives du peuple breton qui sont contraintes de s'expatrier, laissant derrière eux un pays de vieillards. Cette situation ne peut être que favorable au pouvoir pour tenter d'implanter ses camps militaires, bases sous-marines, et pour parler de l'actualité, la centrale nucléaire de Plogoff. Pour ce faire, le gouvernement français a besoin d'une Bretagne déserte sans personnalité, c'est-à-dire : sans culture ni langue bretonnes; sans revendications c'est-à-dire : une Bretagne à touristes et non pas une Bretagne industrialisée; une Bretagne fondue dans l'hexagone : c'est ce que nous refusons. On peut constater objectivement que les luttes, qu'elles soient syndicales ou contre les marées noires ou le nucléaire, prennent un caractère fortement breton, que certains appellent : nationalitaire.

\* Cette interview a été réalisée en décembre dernier alors que se déroulait un procès devant la Cour de sûreté de l'Etat.

## L'UNION DU PEUPLE CORSE NOUS ECRIT



## Mohamed et François

Au nom de quoi des hommes et des femmes qui travaillent et vivent en France depuis des années sont-ils privés du droit démocratique fondamental de pouvoir élire et être élu? Au nom de quoi des jeunes, nés en France, se voient-ils refuser cette liberté constitutionnelle? Au nom de quoi François qui travaille dans la même usine que Mohamed, qui habite dans le même immeuble, a-t-il des droits qui sont refusés à son copain? Au nom du simple fait que l'un est français et que l'autre ne l'est pas. Pas besoin d'être français pour être exploité, pas besoin d'être français pour laisser sa peau sur un chantier; par contre, dès qu'il s'agit du droit de vote... nationalité française exigée.

Bien sûr on connaît les limites à l'exercice réel du droit d'élire et d'être élu; il n'empêche que c'est un droit précieux et qu'en exclure quatre millions d'immigrés c'est affirmer leur inégalité.

«Votre seul droit est de travailler tant que l'on a besoin de vos bras; vous n'êtes pas ici chez vous, vous n'avez rien à dire sur la vie du pays où vous vivez; vous n'êtes qu'une force de travail». C'est ainsi que sont considérés quatre millions de non-citoyens. Telle est la signification de l'interdiction qui leur est faite de participer au suffrage universel. Aux yeux des capitalistes, ils n'existent que comme source de profit. L'argument de la nationalité n'est qu'un prétexte pour priver de droit une part importante de la population, livrée ainsi plus aisément à l'exploitation.

Une telle situation n'a que trop duré. Le droit d'élire et d'être élu doit être étendu aux travailleurs immigrés et à leurs familles.

Mais nous savons que cette revendication, qui pourtant devrait faire l'unanimité de tous ceux qui sont réellement attachés aux droits démocratiques, se heurtera à de puissants intérêts et à de profonds obstacles dans les mentalités. N'est-il pas étonnant qu'elle soit si peu répandue, qu'elle soit absente même du programme de partis qui proclament représenter les intérêts des travailleurs.

Elle se heurtera d'abord au chauvinisme pour lequel le mot «français» est le premier du vocabulaire. «Ce n'est pas possible, ils ne sont pas français» dira-t-il. Mais à qui profite cette espèce d'esprit de famille qu'il veut inculquer, faisant croire à la primauté de la communauté entre exploités et exploités au détriment des intérêts communs entre travailleurs français et étrangers. «Si, c'est possible, ce sont des travailleurs» disons-nous. Ne faudrait-il pas redonner à l'internationalisme prolétarien toute sa vigueur face à ce repli frileux et stérile «entre Français»?

Elle se heurtera aussi au racisme. Le passé colonial de la France et son statut de puissance impérialiste ont créé le mépris dominateur envers les peuples du tiers monde, leurs cultures, leurs traditions. L'inégalité est pour lui dans l'ordre des choses. Au fond, l'attitude que l'on adopte à l'égard des travailleurs immigrés en France reflète l'idée fondamentale que l'on se fait des rapports avec les peuples du tiers monde : domination ou égalité, respect ou mépris?

Oui, cette revendication verra se dresser contre elle quelques uns des démons de la société française.

Pierre BURNAND

## L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET - Rédacteur en chef : Pierre BURNAND  
Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Damville, Estelle Delmas, Serge Forest, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Evelyne Le Guen  
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau - Administration : Max Durand  
Imprimé par APDA - Directeur de publication : Jean-Luc FINAUDI  
L'HUMANITE ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP - 3022672 D La Source - Commission paritaire N° 57952 - Dépôt légal : 1er trimestre 1981

**7 janvier : 6 emprisonnés corses poursuivent la grève de la faim. 3 d'entre eux en sont au 57e jour. Giscard serait responsable en cas d'issue fatale.**

Claude LEBRUN

# Libération immédiate des détenus corses de Bastelica-Fesch



Il y a un an, Bastelica...

L'entêtement du pouvoir à vouloir faire deux poids et deux mesures en matière de justice, surtout en ce qui concerne les problèmes corses, est cette fois poussé à l'extrême. Ce même pouvoir va jusqu'à prétendre ignorer l'existence des polices parallèles, alors que de nombreuses preuves ont été produites sur les activités terroristes du groupe *Francia*, qu'en janvier 1980 un de leurs commandos était pris en flagrant-délit à Bastelica. Et pour comble, ce sont ceux qui étaient visés par ce commando fasciste qui sont en prison depuis un an

et vont passer devant la cour de sûreté de l'Etat.

Avec toutes les forces démocratiques, nous ne pouvons qualifier autrement que de monumental déni de justice ce qui entoure l'affaire Bastelica-Fesch.

Aujourd'hui, la santé des grévistes de la faim est gravement menacée et à terme c'est leur vie même qui est en cause. Pourront-ils d'ailleurs tenir tous — autrement que sous perfusion! — jusqu'à la date présumée de leur procès le 14 janvier? Le pouvoir prendra-t-il la grave responsabilité d'aller jusqu'à l'irréparable?

Dans les circonstances présentes la seule exigence conforme à la justice c'est la libération immédiate des 8 emprisonnés de Bastelica, le démantèlement de l'officine *Francia* et l'inculpation effective des barbouzes.

Pour que cesse de se dégrader la situation en Corse — dans tous les domaines — il est urgent que le pouvoir reconnaisse qu'il y a un problème corse et qu'à la place de pseudo-réformes ce soient les légitimes revendications du peuple corse qui soient réellement prises en compte.

## LA GREVE DE LA FAIM

Une nouvelle fois, le mercredi 31 décembre, le pouvoir donne une fin de non-recevoir à la demande de mise en liberté provisoire des 8 emprisonnés. Par contre, à l'hôpital central de Fresnes ordre est donné de placer de force les grévistes de la faim sous perfusion (ce qui était déjà fait pour les frères Lorenzoni depuis le 29) et ils sont ligotés pour qu'ils ne puissent par arracher l'aiguille qui les rattache au bocal de perfusion. Des transfusions ont également lieu. Certains ont des malaises cardiaques. Ils ont porté plainte contre cette contrainte.

La chambre de contrôle de la cour de sûreté de l'Etat a ordonné une expertise médicale. On sait que l'on peut avec de tels traitements maintenir en vie artificiellement pendant plusieurs semaines... si le cœur ne lâche pas!

Deux Irlandais sont morts ainsi au bout de 62 et 64 jours, alors

même que l'on venait de procéder à leur ré-alimentation forcée. Or, le 14 janvier prochain, date prévue du procès, 3 grévistes en seront à 64 jours et les 3 autres à 57.

Par ailleurs, 7 des 9 inculpés libres ont entrepris le 1er janvier une grève de la faim illimitée à Ajaccio, jusqu'à la libération de leurs 8 camarades. *«Il ne s'agit pas plus pour nous que pour eux de se soustraire à la justice mais bien plutôt de l'obtenir.»*

En Corse, toutes les organisations (politiques, syndicales, associations diverses) démocratiques exigent leur libération immédiate et ont entrepris diverses actions de solidarité. Ce mercredi 7, l'intersyndicale Corse — qui exige également la suppression de la cour de sûreté de l'Etat, la dissolution de *Francia* — organise une journée d'action dans l'île.

## LE PROCES INIQUÉ

C'est par décret du garde des Sceaux, Peyrefitte, que le procès a été fixé au 14 janvier.

Les emprisonnés ont dès juin déclaré qu'ils avaient le devoir de ne plus se prêter au scandale politico-judiciaire. Ils demandent alors à leurs avocats de ne pas plaider au procès. Pour leur part, les avocats tentent un ultime effort pour obtenir une solution juste et équitable et déclarent *« Si cet effort devait s'avérer vain, alors se poserait à nous la question de savoir si nous pourrions encore accepter, sans renier nos devoirs de défenseurs, de figurer dans certaines affaires dont on a pu dire récemment qu'elles devaient tout à la politique et rien à la justice.»*

## LE DOSSIER DES EVENEMENTS DE BASTELICA-FESCH

Dans son édition du 18 décembre, l'hebdomadaire de l'UPC *Arriti*, a fait une étude des faits matériels de l'affaire Bastelica-Fesch. En voici de très larges extraits :

Le 6 janvier 1980, ils ont intercepté, à Bastelica, un commando de barbouze de *Francia*, ayant à sa tête Pierre Bertolini qui a reconnu devant la police et la justice avoir organisé 47 attentats anti-autonomistes à l'explosif (P.V. d'interrogatoire 2149 du 15 janvier 1980). Bertolini et Olliel sont d'ailleurs inculpés d'association de malfaiteurs.

Ont-ils usé de violence? A aucun moment.

Ils ont conduit les barbouzes au Foyer rural de Bastelica et aussitôt prévenu toutes les autorités (gendarmerie, Parquet, préfecture) qui se sont rendues sur les lieux et y sont restées jusqu'au soir.

Pourquoi les militants n'ont-ils pas immédiatement remis Bertolini et consorts à la police? Parce qu'ils voulaient assurer la publicité de l'existence des barbouzes, niée jusque-là par les autorités.

1) La police et la gendarmerie avaient déjà eu l'occasion d'intercepter des voitures transportant des explosifs et conduites par des hommes de Bertolini et Bertolini lui-même. Ils avaient dû relâcher leurs prises immédiatement sur ordre venu des autorités. Le préfet Vieillescazes a reconnu le fait. Les militants voulaient éviter un nouvel étouffement de l'affaire.

2) Dans cet esprit les militants avaient décidé de tenir une confé-

rence de presse à Bastelica le mardi 8 janvier.

Les militants ont-ils constitué, comme le prétend la cour de sûreté de l'Etat, une bande armée en vue de troubler l'Etat par l'envahissement de propriétés publiques ou privées? Ce n'est pas sérieux.

1) Les militants sont entrés au Foyer rural de Bastelica qui n'est par une annexe de la mairie mais un local appartenant aux agriculteurs dont Marcel Lorenzoni était un des responsables. Le conseil municipal de Bastelica a d'ailleurs déclaré officiellement que la mairie n'avait jamais été occupée.

2) L'occupation de l'hôtel Fesch s'est faite sans aucune espèce de violence.

3) Il est aberrant d'imputer aux militants l'intention de «troubler l'Etat». Le trouble est venu de la réaction du pouvoir qui a fait donner l'assaut à Bastelica et a mis le 9 janvier le centre d'Ajaccio en état de siège.

4) Il est évident que si les cordons de police n'avaient pas immédiatement investi et isolé l'hôtel Fesch, les clients l'auraient quitté, s'ils le désiraient, le matin même.

L'action des autorités :

1) Si les autorités n'avaient pas militairement interdit la conférence de presse de Bastelica et celle de Fesch, les événements du 9 janvier se seraient-ils produits?

2) Si une négociation avait été acceptée avec les occupants de Fesch, aurait-on déploré la tragédie de la nuit qui s'est soldée par 3 morts, «inutiles», de l'aveu même

du préfet?

Le 22 août 1975 une autre tragédie s'est déroulée à Aléria parce que les autorités ont voulu, là aussi, empêcher la dénonciation publique d'un scandale qu'elles ont dû, par la suite reconnaître.

L'action de la justice :

1) On a arrêté et incarcéré plus de 50 personnes dans l'affaire de Bastelica-Fesch.

2) On a dissocié l'affaire de Bastelica-Fesch de celle de *Francia* alors que les liens entre elles sont évidents. Aujourd'hui on veut juger la première avant la seconde comme si les militants avaient intercepté d'honnêtes citoyens et non des malfaiteurs.

3) On a déferé les militants de Bastelica en cour de sûreté de l'Etat alors que leur objectif n'avait aucun caractère insurrectionnel ou politique. Mais l'affaire de *Francia* dont l'objectif avoué et proclamé a toujours été de se substituer aux autorités, est instruite par les juridictions de droit commun. De plus, on a déssaisi dans cette affaire les magistrats corses au profit de ceux de Paris.

4) Bertolini, responsable de 47 attentats à l'explosif, a été mis en liberté au prétexte de son état de santé : or, il ne pouvait être nullement mieux soigné qu'au Val-de-Grâce où il était détenu et qui n'est d'ailleurs pas en prison. On a ensuite libéré Olliel. Ces deux décisions ont été prises en appel, c'est-à-dire contre l'avis du magistrat instructeur. Aujourd'hui ces deux hommes se promènent...

# Souscription

Sur vente de timbres	Paris	66
Supt à réabt hebdo M. R.	Vienne	60
Supt à réabt hebdo G. P.	Vienne	60
Supt à réabt hebdo H. M.	Issy-les-Meaux	110
Supt à réabt hebdo B.	St-Denis	10
Un camarade	Issy-les-Meaux	200
Supt à reglt VM B.	Chelles	30
Abt à librairie	Paris	50
Supt à réabt VM B. C.	Bretagne	92
SON d'un lecteur	Laval	1000
Supt à abt Noël	Nord	15
Supt à réabt hebdo D. W.	Forbach	10
Supt à réabt hebdo T. G.	Paris	10
Sur un héritage, pour aider H. R. Un camarade	Issy-les-Meaux	6000
Cel. Pierre Séward du PCML	Rodez	335
Supt à réabt hebdo J. C. C.	Grenoble	60
Pour le rétablissement du téléphone C. M.	Orléans	100
Supt à réabt hebdo M. E.	Aubagne	5
Supt à réabt hebdo F. J. L.	Gardanne	60
Supt à réabt hebdo M. J.	Montpellier	60
Pour le téléphone,	Montpellier	250
Supt à réabt hebdo D. P.	Nancy	60
2 lecteurs pour rétablir la ligne	Thionville	100
Sécurité sociale	Limoges	70
Supt à réabt hebdo S.	Antony	233
Supt à réabt hebdo H. C.	Antony	94

Total au 2/1/1981 : 9140F



## MANIFESTATION A VITRY

«A Saint-Maur, comme à Vitry, non aux mesures racistes». Tel était le principal mot d'ordre de la manifestation regroupant environ 400 personnes qui, à l'appel de 13 associations et organisations (dont notre parti), a parcouru les abords du marché et les quartiers populaires (cité Balzac, Marronniers) de Vitry samedi 3 janvier en fin de matinée.

## DEMANDE DE CONTACT

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....

Prénom .....

Lieu de travail .....

Adresse .....

Code postal .....

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

## ABONNEMENT

1 mois : 15F Soutien : 25F

3 mois : 45F Soutien : 90F

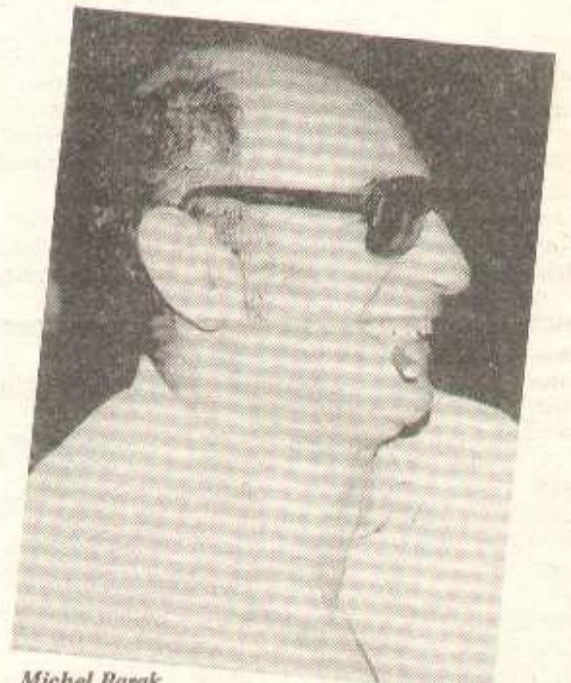
6 mois : 90F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis  
S'abonner un moyen pratique  
pour avoir le journal

## PCF

# ENTRETIEN AVEC MICHEL BARAK

Michel Barak a derrière lui une trentaine d'années de militantisme au PCF. En 1978, il était secrétaire de la cellule Jacques Duclos d'Aix-en-Provence, cellule qui, de conflit en conflit avec la fédération, devait donner naissance au Manifeste des 300. Dans un livre qu'il vient de publier, «Fractures au PCF» (publié par Edisud-Karthala), Michel Barak dresse un compte-rendu précis de la démarche de sa cellule. Hervé Dastar l'a rencontré.



Michel Barak

■ Où en sont les militants qui avaient signé la pétition de la cellule Jacques Duclos d'Aix-en-Provence?

C'est difficile à dire, parce que d'abord je n'ai pas le recensement exact de ces militants, je ne suis pas en rapport avec tous ces camarades; deuxièmement, je suppose que comme la plupart des camarades autour de moi, ils sont passés par différentes phases. Il y a eu et il y a encore une crise du militantisme, des crises personnelles qui s'y rajoutent qui s'y mélangent et des réactions diverses en fonction de l'itinéraire de chacun. Par exemple, une fois cette crise surmontée, certains se remettent à militer; il y en a au contraire qui cherchent un autre lieu pour militer, qui quittent le parti et qui militent soit sur le plan syndical, soit sur le plan d'associations culturelles ou de parents d'élèves. Beaucoup, écourés ont quitté le parti, persuadés à tort ou à raison, je n'en discute pas, que à l'intérieur du parti ils ne pouvaient rien faire, incapables d'écouter plus longtemps la langue de bois qui sévit toujours et d'appliquer une politique à l'élaboration de laquelle ils n'ont aucune part.

■ Dans ton livre tu insistes beaucoup sur le fonctionnement interne du PC, tu parles de «moulinette unanime». Est-ce qu'il n'y a pas un lien entre ce fonctionnement et les grandes options du PC, nationales ou internationales?

Je suis tout à fait d'accord avec la question que tu poses. Je crois que l'on ne peut pas proposer un soit-disant modèle de société, une

société vraiment démocratique soit-disant autogestionnaire et avoir un fonctionnement interne qui contredit ça, comme si on était quelque chose «d'à part».

Deuxièmement, il est certain que le fonctionnement ainsi réalisé, qui n'a rien de démocratique mais qui a tout du centralisme, permet d'imposer les virages les plus fantastiques en fonctionnant d'une manière verticale, de haut en bas, permet l'approbation de ce qu'Althusser appelait les «grands parachutages»; aujourd'hui c'est l'Afghanistan, hier c'était le nucléaire, demain ce sera autre chose.

■ Dans la conclusion de ton livre, tu évoques le risque «de stagnation et de déclin du PC». Est-ce que tu ne penses pas que ce processus est aujourd'hui irréversible?

Je ne sais pas s'il est irréversible, je suis pour ma part persuadé que le processus est engagé. J'en ai de multiples preuves. C'est un fait que le Parti communiste français connaît une hémorragie considérable et pas seulement d'intellectuels. Les intellectuels ont le privilège de s'exprimer, mais des milliers d'ouvriers quittent le parti sur la pointe des pieds. Comme dit mon ami Georges Mounin, «votent avec leurs pieds» et partent la rage au cœur, désespérés. Je reçois encore des lettres de militants qui sont découragés mais qui restent à gauche.

■ Est-ce que, à force de se heurter à un mur de béton, les militants qui ont comme tu le dis de la «mémoire et de l'esprit critique»

ne risquent pas de tout quitter faute de perspectives?

Je ne vais pas à moi tout seul dégager des perspectives, je n'ai pas cette prétention. Je crois que l'on a tous un problème essentiel, que ce soient les communistes, les anciens communistes, les maoïstes ou les anciens maoïstes, les gauchistes de toutes obédiences, tous ceux qui se réclament du marxisme: essayer de réfléchir sur le fonctionnement de ces sociétés, sur le fonctionnement de ces partis; parallèlement à la bataille politique immédiate, qui s'impose et qui face à la crise ne peut être différée.

Il faut mener cette bataille politique avec ses difficultés puisqu'on la mène finalement contre un appareil sourd aux aspirations populaires et contre la bourgeoisie — ça n'est pas confortable — sur le terrain syndical, sur le terrain des luttes concrètes; la mener réellement et pas simplement en bavarder comme ils le font.

Et puis, il faut en même temps à la lumière de toute une série d'expériences, à la lumière de ce qui se passe en Pologne, à la lumière de ce qui se passe en Chine, à la

lumière de ce qui se passe dans les pays dits socialistes engager sans exclusive une réflexion théorique sur la base d'une tentative d'analyse marxiste de ces formations sociales. C'est ce que nous avons fait à Marseille avec la tenue du colloque sur «la situation des travailleurs en URSS».

Ce que j'essaye de dire dans mon livre, c'est que la sclérose théorique est liée à la sclérose politique. C'est un tâche que l'on ne peut pas dissocier des autres d'ouvrir ce chantier entre marxistes, mais aussi, avec les autres. La transformation de la société ne se fera pas simplement avec les gens qui se réclament du marxisme.

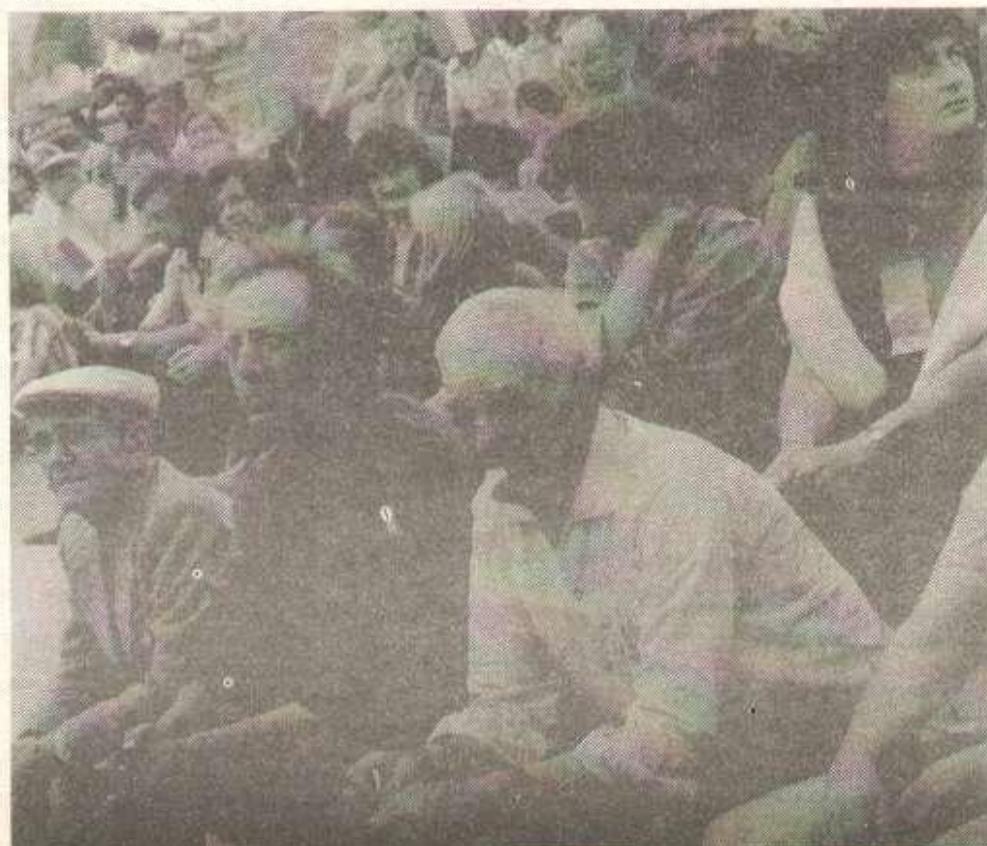
■ «Travaillons ensemble dans la connaissance et l'enrichissement de nos divergences» dis-tu dans ta conclusion. Le problème aujourd'hui est justement que ces divergences conduisent à des oppositions, des divisions, de plus en plus graves. Comment vois-tu la bataille pour l'unité?

Par le travail de masse, par le débat d'idées à la base et en prenant des initiatives concrètes. Partout où l'on voudra débattre, nous irons débattre: Les communistes «critiques» — comme on dit, je ne sais pas ce que vaut cette appellation — prendront des initiatives.

Si on se dit comment on va arriver on ne commence pas.

■ A propos d'unité, avec d'autres militants des Bouches-du-Rhône, vous avez publié un communiqué qui met en cause le Parti communiste dans la riposte à l'attentat de la rue Copernic?...

Oui, tu as vu ce scandale. Eux il sont sur le terrain à condition d'être en tête. Pourquoi est-ce qu'ils ont fait cela? Ils ont terminé à quelques centaines parce que même des communistes ont rejoint le cortège du MRAP. Quand il y a eu le jeune Algérien descendu par un CRS, il y a eu aussi une hésitation à rejoindre la manifestation.



Militants du PCF au cours d'un meeting à Marseille.

# SECURITE SOCIALE QUOI DE NEUF EN 81 ? RIEN : DEFICIT ET REDUCTIONS

Farge, secrétaire d'Etat attaché à la Sécurité sociale doit encore beaucoup progresser dans l'art d'entortiller la clairvoyance des assurés sociaux. Après avoir expliqué que la Sécurité sociale était parvenue à combler ses déficits et même à acquérir un certain excédent, il a néanmoins été dans l'obligation d'avouer que les comptes de la Sécurité sociale connaîtront un déficit en 81 et que la politique d'austérité se poursuivra : «Aucune mesure extraordinaire n'était envisagée pour résorber ce léger déficit. Il s'agit de poursuivre la politique de maîtrise des dépenses, notamment hospitalières. Et un pareil effort devrait permettre de réduire le déficit prévu en 81 de l'assurance maladie.»

## LA SECURITE SOCIALE ET SES MALADIES DE LANGUEUR

En juillet 79, la nation

modérer les dépenses tant en ce qui concerne les malades, que les médecins, que le personnel des hôpitaux.

La dernière convention médicale entre dans le droit fil de ces mesures d'austérité.

Avec les 13,8 milliards de francs (estimés) de cotisations ouvrières supplémentaires sur 18 mois, avec les 10 milliards d'économie sur les dépenses de santé, avec ces 2 milliards de l'Etat pour les frais de formation des personnels médicaux, le déficit de juillet 79 est jugulé.

Les dépenses de santé ont été nivelées aux taux du PIB (Produit intérieur brut) à 14%, et celles de 81 seront laminées pour atteindre le seuil de 12,3%.

Il faudra encore s'attendre à un déficit de 1774 millions pour l'assurance maladie, de 1121 millions pour le régime fa-

de santé seront réduites à 12,3% du PIB. Elles deviendront médiocres pour l'ensemble de la population, mais frapperont plus particulièrement ceux dont les revenus sont les plus bas.

Farge préconise de poursuivre «une politique de maîtrise des dépenses, notamment hospitalières», en effet de 60 à 78, selon le CREDOC\*, les dépenses d'hospitalisation ont augmenté plus vite que les soins en ville, que la pharmacie, que la lunetterie et l'orthopédie. En 79, elles représentaient 49,9% du total de la consommation médicale finale. Mais faut-il réaffirmer que les accidentés de toute nature, justifient une hospitalisation sur cinq pour les hommes et une sur six ou sept pour les femmes (donnée INSERM\*), que ce sont les catégories de patients aux plus bas revenus qui fréquentent le plus l'hôpital. Faut-il «lapalisser» en répétant qu'on ne se rend jamais à l'hôpital sans bonne raison et que de ce fait réduire les dépenses de santé peut friser l'intention de «crime».

Dans l'appréciation de l'augmentation des dépenses de santé, ne sous-estimons pas l'augmentation relative des prix médicaux — les soins dentaires augmentent de plus de 10% par an —.

Il faut également en finir avec des assertions non fondées. Non, il n'y a pas d'appel systématique à la médecine de ville pour les affections sans gravité, si cela était vrai les frais d'actes médicaux en ville auraient dû croître plus vite que les dépenses totales, or c'est le contraire qui s'est produit.

Non, les arrêts maladie n'écorchent pas vive la Sécurité sociale, en 77 le total des indemnités journalières représentait 11,55% du total des dépenses d'assurance maladie contre 16,21 en 1968 et 19% en 1955.

Non, les Français ne se font pas soigner systématiquement, encore moins lorsque les frais occasionnés sont peu remboursés. Pour les soins dentaires, on passe de 0,66 séance par personne et par an pour les petits revenus à 1,67 séance pour les revenus les plus élevés.

Nathalie VILLOTIERS



toute entière est ébranlée par les cris alarmistes du gouvernement sur les finances de la Sécurité sociale, le trou est vaste, mieux encore que l'anfractuosité des Halles, c'est dire!

Des mesures draconiennes sont prises sur le champ : la branche assurance maladie qui bloque à elle seule 40% de la masse financière de la Sécurité sociale, voit ses dépenses augmentées de 22% par an.

Autoritairement et unilatéralement le gouvernement décide d'augmenter les cotisations ouvrières de 1%, de

miliaire, de 341 millions pour l'assurance vieillesse.

## IL RÉDUIT, VOUS RÉDUISEZ, ILS RÉDUISENT.

Alors, vers quelle situation s'achemine-t-on?

La Sécurité sociale sera de nouveau en déficit en 81 et le ministère de la Santé utilise cet état de fait comme caution à sa rigueur économique. Nous ne rappellerons la baisse de la qualité des soins, comme nous l'avons connue fin 79 et 80 (fermetures de lits, licenciements de personnel, etc...), que pour dire que 81 sera pis encore, puisque les dépenses

# L'ESSENCE AUGMENTE

## UN PROBLEME BIEN DE CHEZ NOUS

«Le super frisera dans la seconde quinzaine de janvier 3,70F-3,80F. C'est la répercussion directe des accords de Bali des pays membres de l'OPEP, nous affirme-t-on en haut lieu.»

Selon la qualité du pétrole importé, le baril lybien passe à 41 dollars, le saoudien à 32, l'indonésien à 36. La France doit trouver 7 milliards afin de payer cette rallonge.

Les incidences de cette hausse sont multiples, à la pompe bien sûr, indirectement sur les loyers HLM augmentés de 8 à 10%, sur les assurances automobiles avec 15% de hausse, sur les tarifs de la compagnie aérienne Air Inter 8%, sur les voitures de marque Renault et Citroën 4%, le gaz et l'électricité augmenteront eux après les élections.

On veut bien avoir la tête un peu creuse, gober les explications officielles, mais la peur du grand méchant loup — les pays producteurs de pétrole fauteurs directs de notre gêne pécuniaire — ça ne marche plus.

corrigeront point leurs prix en rapport avec le taux de l'inflation mondiale?

— Pourquoi les pays occidentaux, notamment, s'approprieraient et se réserveraient la quasi-totalité de la production pétrolière?

— Pourquoi des pays, propriétaires de ces richesses, n'auraient pas le droit d'en décider la répartition, «si les pays occidentaux ne sont pas «sages», s'ils ne peuvent pas sur leurs stocks au lieu de s'approvisionner sur le marché, on leur infligera un traitement de choc. Ils devront payer 60 dollars par baril» déclarait Cheikh Yamani, ministre de l'énergie de l'Arabie saoudite.

## LA BREBIS ET LE LOUP

Un certain nombre de faits nous interpelle :

— Pourquoi la Belgique a pu baisser le prix de l'essence en répercutant celle du dollar et pourquoi la France ne le peut pas?

— Pourquoi les pays producteurs spolièrent leurs intérêts économiques et ne



Certes, depuis 1970 le prix du pétrole s'est multiplié par 20, tandis que les indices de détail en France n'ont que «doublé», mais les pays membres de l'OPEP sont-ils responsables de l'inflation propre à la France?

Doit-on leur reprocher les profits que réalisent les compagnies pétrolières sur le dos des consommateurs français?

## LA BREBIS ET LE BERGER

Les profits d'Elf-Aquitaine ont augmenté de 136% en 1979, les bénéfices des compagnies pétrolières pour 1978 se sont élevés pour Exxon à plus 37,4%, pour la Standard Oil à plus 42,8%, pour Mobil à plus 81%, pour Texaco à plus 80,6%, pour Gulf à plus 60,9%, pour B. P. à plus 229,4%.

Doit-on leur imputer l'imposition inouïe de l'Etat, 59,5% sur le prix du super, 59,7% sur celui de l'essence, 49,4% sur le gas-oil et 25,2% sur le fuel domestique?

Dans la revue de l'INSEE Economie et statistiques de mars 1980, on apprendait qu'en 1979 la hausse du coût du pétrole n'aura compté que pour 0,80% dans l'indice des prix, qui lui a augmenté de 11,80%.



## DECOMPOSITION DU PRIX DU PETROLE RAFFINE PAYE PAR LE CONSOMMATEUR FRANÇAIS AU 1/1/1979

Coût de la production brut	22
Prélèvement de l'Etat producteur	446
Transport	42
Fiscalité française	670
Raffinage, distribution, marge comprise	290
Prix consommateur tous produits confondus	1470

Source : Les Echos du 20 juin 1979

# HOROSCOPE 81



## MONTREUIL-DUFOUR ILS ONT GAGNE

Lundi 5 janvier, à 7 heures, les premiers des 347 travailleurs réembauchés sont entrés dans l'usine Dufour à Montreuil : une bonne façon de commencer l'année 1981.

Ce succès a été obtenu après six mois de lutte difficile menée par les travailleurs et leurs organisations syndicales CGT et CFDT.

Le 15 juillet 1980, le bilan était déposé. La mise en liquidation judiciaire suivait et le licenciement des 680 salariés.

Le 31 juillet, l'occupation de l'usine, jour et nuit, était décidée. Elle allait durer 5 mois...

Il est certain que si le repreneur, Profel, a racheté l'entreprise Dufour, c'est bien avant tout parce qu'il y voit un outil industriel valable et susceptible de lui rapporter des profits.

Mais il est non moins certain que seule la lutte dirigée résolument par les syndicats CGT et CFDT a permis que cette reprise se fasse avec le meilleur rapport de force possible pour les travailleurs.

Ce rapport de force a permis d'arracher un certain nombre d'avantages sociaux et d'engagements quant à l'emploi et à l'activité. Et c'est jusqu'au bout, jusqu'à la dernière semaine, qu'il a fallu se battre pour imposer à Profel des revendications essentielles. Les résultats sont les suivants :

- Reprise de 347 salariés dans le premier mois, de 450 d'ici à la fin de l'année. 488 salariés sur 680 avaient en décembre manifesté leur désir de reprendre le travail à Dufour.

- Reprise de la grosse majorité des occupants et des délégués syndicaux.

- Tous les travailleurs non repris immédiatement bénéficient de stages de formation professionnelle.

- Ceux qui ont 58 ans ont la préretraite.

- Un restaurant d'entreprise sera créé.

- Ont été obtenus aussi le 13e mois et une augmentation de salaires, les bleus et les chaussures.

- La grille des salaires reste inchangée pour l'instant, mais des négociations doivent porter dessus après la reprise.

- Enfin les stocks de matière première restent à Montreuil et les crédits de l'Etat ne pourront pas être détournés de Dufour au bénéfice d'autres usines du groupe Profel.

Un bilan plutôt positif, ce qui n'est pas très fréquent depuis quelques temps dans les luttes contre les licenciements.

Pourtant ces dernières semaines la presse s'est fait l'écho de difficultés intersyndicales sérieuses à Dufour. Sans minimiser celles-ci, il nous semble important d'avoir une vue d'ensemble du problème pour ne pas tirer de conclusions trop rapides.

Au mois de septembre, nous avons réalisé une interview commune des deux secrétaires CGT et CFDT de Dufour. Les difficultés existaient déjà, étaient signalées, mais remises à leur juste place par rapport à la nécessité de l'unité d'action contre les licenciements. Et si l'on regarde de plus près, les actions intersyndicales et positions communes ont été nombreuses :

- Plate-forme intersyndicale commune du 21 juillet.

- Journée portes ouvertes le 26 juillet.

- Occupation de l'usine le 31 juillet.

- Lettre commune au ministre de l'industrie le 29 août.

- Position commune sur l'autorisation donnée à 37 salariés de travailler.

- Portes ouvertes le 6 septembre.

- Manifestation au siège de l'UIMM le 29 septembre.

- Manifestation le 30 septembre à Montreuil.

- Attitude commune face au plan Ciret.

- Mobilisation au tribunal de commerce.

- Attitude globalement commune dans les négociations avec Profel le 24 novembre.

Les divergences les plus aigües sont apparues à la fin et n'ont d'ailleurs pas vraiment compromis la lutte puisque le 18 décembre, par exemple, CGT et CFDT ont bloqué les portes ensemble, et le 22 décembre ont signé devant les travailleurs le protocole d'accord avec Profel.

En fait les intérêts communs l'ont emporté et ceci du début à la fin de la lutte. Il y a eu accord de fond et de fait même s'il ne se concrétisait pas toujours dans les actions ou positions communes, pour créer le meilleur rapport de force possible et aller le plus loin possible dans la lutte sans compromettre les possibilités de succès, sans jusqu'au-boutisme dangereux.

Les accusations graves portées contre la section CFDT de Dufour ne sont pas, dans ces conditions, fondées sur la réalité, sur les résultats. Que le succès des syndicats et des travailleurs de Dufour ne soit pas un succès du recentrage de la confédération CFDT, nous en sommes bien convaincus. Le recentrage met en avant la négociation dans une optique de perspectives industrielles se situant dans la logique capitaliste, au détriment de l'obtention d'un rapport de force pour obtenir des revendications de classe.

C'est un succès de la section CFDT de Dufour (comme de la CGT), qui a précisément lutté pour obtenir ce rapport de force, qui a fait preuve tout au long de

la lutte de sa combativité et de sa responsabilité.

Si donc, on ne peut parler de succès du recentrage, c'est par contre bel et bien un succès pour la section CFDT comme pour le syndicat CGT de Dufour, le positif l'emportant largement, pour l'un comme pour l'autre, sur des erreurs éventuelles, difficilement évitables à 100% pour quiconque.

Le fameux vote organisé par la CFDT seule le 12 décembre était-il donc vraiment un vote de trahison? Alors qu'il a vu la participation de 369 travailleurs, 320 se prononçant pour la proposition CFDT.

La section CFDT, dans la semaine qui a suivi, a-t-elle bradé les intérêts de la vingtaine d'occupants que Profel ne voulait pas reprendre, ou bien les a-t-elle défendu mordicus, côte à côte avec la CGT d'ailleurs?

En fait, la source de la polémique est ailleurs que dans les intérêts des militants CGT et CFDT de Dufour, car ceux-ci sont les mêmes et c'est bien cette unité d'intérêts qui l'a finalement emporté.

La source de l'antagonisme est à rechercher dans les lignes des confédérations CGT et CFDT qui obéissent à d'autres impératifs que la lutte pour l'unité de la classe ouvrière. Et c'est là qu'il faut voir la responsabilité par exemple, des incidents du 23 décembre, incidents qui ont abouti à des violences inadmissibles contre le délégué de la CFDT.

Dans ces conditions les attaques à outrance contre la CFDT Dufour, loin d'être des critiques positives du recentrage contribuant à éclaircir les enjeux et à renforcer l'unité sur des bases de classe, ne pouvaient qu'avoir des effets négatifs de division, d'affaiblissement du rapport de force obtenu contre les licenciements.

Ces attaques ne répondaient pas à une nécessité de clarification issue directement des difficultés entre les syndicats rencontrées au cours de la lutte, mais bien plutôt à des besoins de démonstration politique étrangers aux intérêts de la lutte de Dufour.

Nous sommes d'accord avec les syndicats CGT et CFDT de Dufour quand ils mettent en garde : « la lutte n'est pas finie, il faut rester vigilants ». Ce qui est par contre indispensable, c'est que face aux nouvelles difficultés qui ne manqueront pas de surgir, l'unité, sur des bases de lutte, s'appuyant sur tout ce qu'il y a eu de positif pendant l'occupation, se renforce davantage.

Cela ne veut pas dire unité à tout prix, sur n'importe quel objectif. Mais cela exige le rejet de l'injure, de l'invective, des procès d'intention.

## MONTPELLIER-SMTU

### LA LUTTE COURAGEUSE DES TRAMINOTS



Les traminots en grève.

Près de 300 travailleurs dont 220 chauffeurs, un syndicat CGT puissant, uni et bien soutenu par l'ensemble des travailleurs, tel apparaît la SMTU (Société montpelliéraine des transports urbains), les traminots de Montpellier. Pour les salaires, disons qu'ils sont au-dessus de la moyenne et c'est tant mieux, d'autant plus qu'ils ne les « volent pas » : des conditions de travail particulièrement pénibles qui se traduisent par des maladies professionnelles (maladies du cœur, etc.), conditions de travail qui se sont aggravées dernièrement entre autres par la mise en place d'un nouveau plan de circulation. Ceci entraîne un taux d'absentéisme plus élevé et aussi un mécontentement des usagers : parce que dans ces conditions, il est bien difficile de respecter les horaires. A partir de là, ils revendiquent des augmentations de salaires calquées sur l'indice CGT et une amélioration des conditions de travail. Cette grève qui dure depuis le 17 décembre est dans l'intérêt de tous : traminots et usagers...

Dans l'intérêt de tous? Certains diront que cette grève d'un service public occasionne une gêne considérable pour les usagers, et qu'en plus les voyageurs sont aussi des travailleurs, hommes et femmes pour qui le bus est le seul moyen de transport pour se rendre à leur travail.

Les grévistes de la SMTU en sont bien conscients sachant que leur force réside aussi dans l'unité qu'ils pourront réaliser avec les usagers et l'ensemble de la population de la ville.

La première semaine de grève, la section CGT qui m'a reçu très cordialement a insisté sur la difficulté et la nécessité d'obtenir la solidarité de la population, d'autant plus que c'est la municipalité (union de la gauche) qui a la direction de la SMTU.

Et, en fait, qu'est-ce qui divise traminots et usagers? Pas les revendications sur les conditions de travail. La majorité des travailleurs connaissent et subissent les lois

de l'exploitation. Pas les revendications salariales non plus, quoi qu'en dise une certaine campagne de presse et M. Frêche lui-même, maire PS de la ville qui prétendent que les salaires des traminots sont une lourde charge pour les contribuables (impôts locaux). Ce qu'ils oublient de nous dire c'est que la SMTU, ce ne sont pas seulement des salaires, mais aussi des dépenses de prestige coûteuses « pour redorer le blason » : de nouveaux locaux qui coûtent 2 milliards de centimes, l'an dernier une campagne publicitaire qui est revenue à 25 millions de centimes, la location de 17 places de parking qui reviennent à 300 000 anciens francs chacune, etc.

La querelle à propos des salaires ne tient pas et n'a qu'un seul but : discréditer la lutte des travailleurs.

Les intérêts des grévistes de la SMTU et des usagers ne sont pas contradictoires : il y a des solutions concrètes à trouver pour réduire la gé-

ne et des explications à donner comme d'ailleurs les traminots l'ont fait en diffusant des tracts sur les marchés et quartiers populaires.

Après trois semaines de grève, suivie et votée (bulletins secrets) à 100%, après une mobilisation très importante des travailleurs qui ont obligé la presse et la radio locale, les organisations politiques, les élus à parler d'eux et à prendre position, par des diffusions, des manifestations... la dernière en date dénonçait haut et fort les articles du *Midi Libre* (journal de droite local) qui passait son temps à calomnier leur grève ; à la fin de la manifestation, des journalistes du *Midi Libre* prenaient rendez-vous pour une interview et faisaient paraître, enfin, le point de vue des grévistes.

La lutte continue et nous la soutenons aussi vivement qu'au début. Un chauffeur confiait à un de nos camarades que « leur lutte était sur le plan local une des rares luttas offensives », qu'elle n'était pas « le dos au mur ». Les traminots ne défendent pas leurs acquis, ils revendiquent plus, ils refusent le Plan Barre avec ses augmentations au lance-pierre (indice INSEE) et demandent des augmentations (indice CGT) plus en rapport avec le coût de la vie. Ils refusent de travailler dans n'importe quelles conditions, d'ailleurs dans l'intérêt de tous.

Notre Parti souhaite la pleine satisfaction des revendications des traminots et continuera à soutenir leur lutte par son journal, ses affiches, son intervention auprès de la presse locale et tous les moyens dont il dispose pour contribuer à leur victoire.

Lundi 5 janvier, les grévistes tenaient bon. La grève se poursuivait à 100%, alors qu'avec la reprise des scolaires le nombre des usagers passe de 40 000 à 70 000. Il est temps que la mairie et la direction cèdent.

Correspondante  
Montpellier

## MONTPELLIER-SAUPIQUET MENACE DE LICENCIEMENTS

Le syndicat CGT et les femmes dont 90% sont des immigrées. Des licenciements pour fermeture d'entreprise sont programmés par la direction pour mars 1981. 62 licenciements sont annoncés.

Dès le 19 décembre et jusqu'au 7 janvier : c'est le chômage technique avec des salaires amoindris.

Saupiquet est une entreprise de conserves qui compte 97 travailleurs dont 87

# VITRY

## «INCIDENTS REGRETTABLES»?

### Les fruits empoisonnés de la campagne menée par la direction du PCF pour «l'arrêt de l'immigration et une juste répartition des immigrés»

«Incidents regrettables». Il a fallu dix jours à L'Humanité, organe central du PCF, pour qualifier ainsi l'action de la municipalité PC de Vitry-sur-Seine contre le foyer ADEF de cette ville et les 324 immigrés maliens qui y avaient été installés quelques jours plus tôt.

Et encore cela ne vise que certains aspects seulement de cette action puisque L'Humanité qui n'a toujours pas dit ce qui s'est réellement passé à Vitry, consacre sur cette affaire l'essentiel de ses commentaires à soutenir ce qui l'a fondée.

Il s'agit en effet des conceptions de la direction du PCF concernant l'immigration. Elles ont été proclamées de manière ouverte en octobre-novembre 1980 à travers une déclaration du bureau politique de ce parti. Puis ce fut le discours de G. Marchais, son secrétaire général et candidat aux présidentielles, au

Bourget et diverses prises de position de maires PC de la région parisienne.

(Voir à ce sujet notre édition du 27 novembre)

«Incidents regrettables». Il a fallu dix jours à L'Humanité... Il a fallu surtout sans aucun doute les réactions d'ampleur, qu'ont suscitées ces événements, d'organisations et associations antiracistes comme le MRAP, dont la désapprobation n'a toujours pas été à ce jour portée à la connaissance de ses lecteurs par L'Humanité. Il a fallu la désapprobation d'organisations syndicales aussi et pour finir de la CGT dont le bureau confédéral a déploré les «incidents» de Vitry.

Certes les pires ennemis des travailleurs ont mêlé leur voix aux protestations, trop contents de trouver là l'occasion d'accroître le trouble et la division dans le peuple.

Eux qui sont les promoteurs du véritable racisme

d'Etat qui sévit dans notre pays. Eux qui sont les promoteurs de l'arbitraire instauré pour les immigrés avec son arsenal de lois, ses expulsions, les exactions et meurtres racistes impunis, encouragés. Eux qui depuis des années distillent des idées telles que «immigrés égale chômage», «les immigrés coûtent cher en aide au détriment des Français», voire «immigration égale délinquance».

Mais ceux-là, Stoléru, la CSL... sont les voleurs qui crient au voleur, toujours prêts à faire un mauvais coup aux immigrés, aux travailleurs.

Par ailleurs, ni l'ADEF, ni les préfets, ni les hommes comme le maire de Saint-Maur ne sont au rang des amis de l'immigré.

C'est par eux qu'arrivaient jusqu'ici, arborant le plus souvent casques et matraques des défenseurs de l'ordre capitaliste, les commandos venant murer des issues de foyers immigrés, at-

taquer au bulldozer un bidonville, détruire les installations de tel immeuble «illégalement» occupé.

En lançant ses élus, ses militants à l'action «pour l'arrêt de l'immigration», pour «une meilleure répartition des immigrés», la direction du PCF les a délibérément engagés à des actes de ce genre dont la cible est bel et bien les immigrés eux-mêmes.

Dès l'instant qu'on part du point de vue qu'il y a trop d'immigrés ici ou là et qu'on s'engage à user du pouvoir (municipal en l'occurrence) dont on dispose pour que cela change, on a beau dire que c'est la droite qu'on vise, ce sont les immigrés qui prennent les coups!

Les difficultés s'accroissent dans les banlieues ouvrières? Cela est parfaitement vrai. Est-ce parce qu'il y a trop d'immigrés dans les quartiers, les écoles, ou qui ont besoin d'aide? C'est

parfaitement faux.

C'est parce qu'il y a de plus en plus de chômage, c'est parce qu'il y a dégradation du pouvoir d'achat, c'est parce qu'il y a de plus en plus d'insécurité du lendemain, pour tous les travailleurs; et cela est le fait de la classe bourgeoise, du patronat et de son pouvoir.

La moindre équivoque à ce sujet est la porte ouverte aux discriminations et à la division dans le peuple. En mettant à part les immigrés, en fondant par leurs positions des actions comme celle de la municipalité de Vitry, les dirigeants du PCF ajoutent leur pierre au ghetto: ils contribuent à rejeter les immigrés hors des rangs de la classe ouvrière.

Rejetés: après le coup de Vitry, c'est ce que ressentent nombre d'immigrés. Ils savent l'être, comme des parias, par le gouvernement, le patronat, en marge de la société, sans droit: pre-

miers frappés par la crise, premiers frappés par les lois... Ils sentent l'être maintenant par ceux-là même qui se déclarent être les défenseurs de la classe ouvrière, qui sont en tout cas largement influents dans cette classe.

C'est ce qu'exprime, avec quelle amertume, l'hebdomadaire immigré Sans Frontières qui écrit: «L'affaire de Vitry est un révélateur, un miroir de la France à l'aube des années de crise. C'est la défaite d'un certain espoir que nous avons cru pouvoir partager avec des couches de ce peuple. C'est l'ère du désarroi qui commence».

Au total, ces «incidents» de Vitry sont la conséquence parfaitement logique d'une ligne politique. Pour qu'il n'y en ait plus d'autres du genre à regretter, c'est cette politique qu'il faut rejeter: c'est vital pour l'unité de la classe ouvrière, arme absolument décisive face au patronat et au gouvernement. Gilles Carpentier

### LES REACTIONS

Le MRAP désapprouve:

«Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) est vivement préoccupé par les incidents consécutifs au transport de 300 Maliens de Saint-Maur à Vitry-sur-Seine.

«Il exprime sa solidarité à ces travailleurs comme à tous les immigrés qui occupent une place importante dans l'économie française, notamment dans la construction de logements dont ils sont le plus souvent exclus par la volonté des Pouvoirs Publics et des organismes patronaux.

«Le MRAP rappelle que, comme dans tous les domaines de la vie sociale, c'est ensemble que Français et immigrés doivent agir dans leur intérêt commun pour mettre fin à la ségrégation de l'habitat et assurer à tous des conditions de vie satisfaisantes. Aussi le MRAP désapprouve-t-il des actions comme celles dirigées contre le foyer de Vitry qui ne peuvent que contribuer à opposer Français et immigrés et risquent d'accroître les incompréhensions réciproques.» (...)

Communiqué du 29 décembre 1980:

Le comité de Vitry du MRAP «dénonce l'attitude de l'ADEF, de la municipalité de St-Maur et du Préfet qui se déchargent de leurs responsabilités, de la municipalité de Vitry et du parti communiste qui, au mépris de la sécurité et de la dignité des résidents, ont cautionné des actes de vandalisme» (...)

J. P. Bobichon, secrétaire général de l'URP-CFDT: «Le PCF prend

la responsabilité d'opposer les travailleurs français aux travailleurs immigrés avec pour ceux-ci des conséquences graves d'intolérance et un risque d'accroissement d'actes racistes» (...). Il rappelle par ailleurs les responsabilités écrasantes des pouvoirs publics.

Bouakra Hassan, membre du comité fédéral parisien du PCF, dans sa lettre de démission du PCF publiée par Sans Frontières:

(...) «J'ai adhéré au Parti communiste en 1969, pour mes frères, j'étais Hassan, le «communiste».

(...) «Je me posais des questions, pourquoi les immigrés ne restaient-ils pas au Parti? Ils faisaient dans leur grande majorité trois petits tours et puis s'en vont.

«Et puis les choses sont allées très vite.

«Première étape, Nanterre, la Cité Doucet, cité de transit, des gens qui habitent Nanterre depuis 18 ans, on refuse de les reloger sur la ville même, ce qui était leur vœu et il y avait des logements, la municipalité fait signer une pétition demandant que ces immigrés soient logés ailleurs qu'à Nanterre.»

(...) «Ce qui s'est passé à Vitry est grave, ce qui s'est passé à Nanterre est grave, après et pendant la campagne du pouvoir sur le pétrole et les Arabes, le chômage et les immigrés, voilà maintenant le «trop plein» des immigrés dans les municipalités communistes. Vous le savez, la crise du capitalisme nourrit le racisme.

«Les immigrés n'avaient pas fini de balayer les débris de l'attentat fasciste de la rue Copernic que

Le dimanche 21 décembre, plus de 300 travailleurs maliens sont transférés en car du foyer totalement vétuste qu'ils habitaient à St-Maur-des-Fossés, Banlieue sud-est de Paris, à Vitry (banlieue sud). Ils n'en sont pas mécontents.

L'opération est faite dans la matinée (de 8 heures à midi) à l'initiative de l'ADEF, association qui gère des foyers, dont celui de Vitry, d'où elle a fait expulser en avril dernier les occupants (également immigrés: c'était réponse à la grève des loyers qu'ils avaient menée).

Initiative prise en accord avec la municipalité de St-Maur et les autorités préfectorales, pas avec la municipalité de Vitry qui,

le Parti prenait la responsabilité de lancer la campagne sur «le trop plein» des immigrés dans les municipalités communistes.

«Lundi matin, en prenant le travail, mon ami italien avec qui je discutais depuis longtemps pour qu'il adhère au parti me dit: «Tas vu ce qu'ont fait les communistes, si j'étais communiste j'aurais honte!». C'est la première fois, en effet, que j'ai eu honte!».

Le bureau confédéral de la CGT «condamne fermement l'opération de déménagement clandestin dont sont responsables à la fois l'ADEF, le préfet du Val-de-Marne, la municipalité de Saint-Maur et le pouvoir giscardien. Il déplore les incidents de Vitry parce qu'ils risquent d'être utilisés pour opposer Français et immigrés».

### LES FAITS

pour cause de «plus juste répartition» ne veut pas que ce foyer soit à nouveau occupé par des immigrés. Au courant du projet de l'ADEF, elle avait fait connaître son désaccord.

Le 24 décembre après midi, un groupe (dont le maire) accompagné d'un bulldozer intervient au foyer: en quelques minutes, câbles électriques, conduites d'eau et de gaz sont coupés, escaliers extérieurs démolis, issues bloquées par des tas de terre amassés à l'aide du bulldozer. Des centaines de clés sont emportées.

Eau, gaz et électricité seront rétablis en fin de journée; il faudra bien plus longtemps pour réta-

blir le chauffage.

Le matin même, le maire avait pris «un arrêté d'interdiction d'habiter» d'où les «mesures conservatoires» prises l'après midi (selon un communiqué du maire).

Le 26, Le Travailleur, journal de la fédération du Val-de-Marne du PCF, rend compte de l'opération, photo du bulldozer à l'action à l'appui.

A noter, que L'Humanité du 3 janvier qui parle d'incidents regrettables, les présente: comme survenus «au cours d'une manifestation». Voilà qui manifeste bien peu la vérité!

Quant à l'ADEF, que de nombreux immigrés ont trouvé face à eux à diverses

occasions, prête à user de tous les moyens, y compris la force, pour faire régner sa loi et imposer ses loyers, on ne saurait la créditer de la moindre bonté d'âme. Les foyers qu'elle gère, comme celui de Vitry sont construits ou acquis avec les fonds du FAS, c'est-à-dire l'argent des immigrés, et elle ne se soucie guère de confort ou de sécurité. Témoin, le foyer de St-Maur, il semblerait d'ailleurs qu'une route doit être construite sur le terrain occupé par ce foyer, opération dont on peut être sûr que l'ADEF ne sortira pas perdante et sans laquelle les travailleurs maliens auraient peut-être pu «profiter» encore un peu de ce taudis.

### LES 5 POINTS D'IVRY

Il y a des années et des années que des millions d'immigrés vivent en France, et ce n'est pas dans les quartiers bourgeois ou les zones résidentielles, mais bien sûr dans les quartiers populaires, après les bidonvilles au delà même des cités.

Mais, du fait du chômage, de la détérioration générale de la situation pour les travailleurs, la concurrence dans laquelle ils se trouvent placés face à la classe de leurs exploités se trouve aiguisée, et sur tous les plans. Patronat et gouvernement savent très bien jouer de cette concurrence pour attiser toutes les divisions possibles, réduire les droits des uns, puis des autres, de tous... Il n'est alors rien de plus

important que de combattre pied à pied ces divisions, de lutter pour l'égalité des droits. C'est une lutte de tous les instants, sous peine de voir une catégorie dressée contre l'autre et les travailleurs ainsi de plus en plus affaiblis face aux coups qui leur sont portés.

C'est le seul point de vue conforme aux intérêts de la classe ouvrière de tous les travailleurs.

Ce n'est pas celui qui a guidé la municipalité, également PC, d'Ivry ville voisine de Vitry, dont voici les 5 mesures préconisées pour les immigrés:

1- ne plus attribuer de logement HLM à des familles immigrées (y compris par le biais du 1% patronal

et des réservations préfectorales).

2- créer des classes réservées aux enfants d'immigrés,

3- n'embaucher comme personnel communal que du personnel de nationalité française,

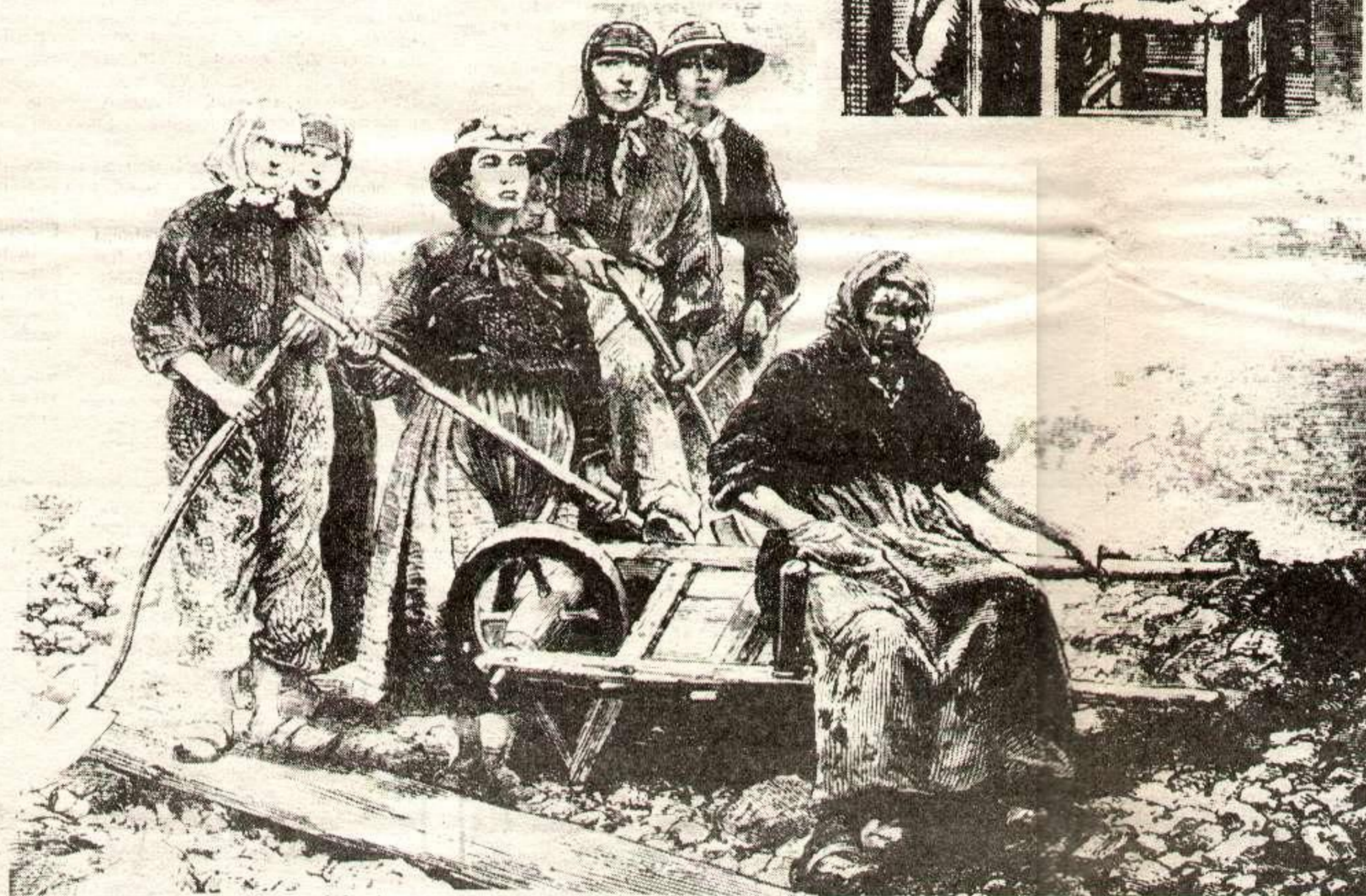
4- établir un quota de 15% d'enfants «étrangers» pour les colonies de vacances,

5- Pour l'attribution des aides, prendre en compte dans le calcul du revenu de la famille 1 salaire et demi (au lieu de 2) quand la mère travaille de façon à ce qu'un plus grand nombre de familles françaises (où il est plus fréquent que la femme travaille) bénéficie de l'action sociale.

Lorsque le chômage frappe près de deux millions de travailleurs, ce n'est pas un hasard si le problème vient au premier rang des préoccupations de tous. Des nôtres donc. Parmi les dizaines de milliers de travailleurs que la bourgeoisie rejette du monde du travail, certaines catégories sont plus particulièrement visées. Une récente enquête de l'INSEE sur l'emploi en 1979-1980 met en lumière que la caractéristique majeure pour cette année, c'est la progression importante du chômage des femmes. L'égalité des droits inscrite dans la Constitution semble dans ce domaine, encore plus que dans les autres, une pauvre coquille vide. Le bilan est accablant, nous allons le voir.

# FEMMES ET TRAVAIL

## le demi droit



Ouvrière du textile, dans un atelier artisanal.

Ouvrière triant le charbon sur le carreau de la mine.

**LES VUES  
SIMPLISTES  
DE LA  
MINISTRE**

Récemment, Monique Pelletier, ministre à la condition féminine, participait à une enquête réalisée par la télévision (A2) sur le chômage des femmes. Confrontée à une jeune chômeuse, elle déclarait ceci :

« Il faut distinguer demandeur d'emploi et privé, d'emploi. Nous sommes dans une conjoncture économique défavorable et nous assistons en même temps à un phénomène très curieux : c'est malgré cette conjoncture à un mouvement fantastique des femmes vers le travail. L'an dernier, en 1979, 100 000 emplois nouveaux, 100 000 emplois féminins. Pas de création d'emplois masculins.

« Donc un formidable mouvement des femmes vers le travail, et il y a inadaptation totale des femmes à l'emploi d'aujourd'hui. (...)

« J'estime que le droit au travail des femmes est indivisible. Seulement je leur dis en même temps : les femmes continuent de prendre des filières d'études générales et on n'en a plus besoin. Au bac 80 informatique : 97% de garçons, 3% de filles! Il faut que les femmes fassent des stages de formation technologiques pour être enfin, quelqu'un que l'on recherche... »

A mots couverts, tout est dit : le chômage, c'est le fait des femmes qui veulent travailler en période de crise... et qui en plus ne savent rien faire...!!!



C'est une banalité de constater qu'il y a moins de femmes qui travaillent que d'hommes. Une évidence, un état de fait hérité des temps les plus reculés. Parce que lorsqu'on dit « travail », on pense « travail salarié ». Certes les femmes travaillent toutes. Elles travaillent beaucoup, même. Mais pour la plupart, ce travail, limité à l'entretien du ménage et de la maison n'est pas rémunéré.

Cette vieille tradition pèse sur tout le travail des femmes. Au point que dans certains cas, même si ce travail sort du foyer familial, il n'est pas pour autant reconnu comme méritant statut de travailleurs : c'est le cas des paysannes, c'est le cas aussi des femmes de commerçants. N'a-t-elle pas à peine deux ans, la loi qui les reconnaît comme travailleuses à part entière et leur donne le droit à la retraite et à la co-gestion ?

Cette vieille tradition laisse aussi entendre que les femmes, en majorité, ne souhaitent pas, ou pas vraiment, un travail salarié. C'est une vue un peu simpliste. Ils sont nombreux, il est vrai, ceux qui estiment que les responsabilités qui incombent aux femmes dans le cadre de la famille, constituent une occupation suffisante et qu'un travail à l'extérieur du foyer n'est ni praticable ni même souhaitable. Encore faut-il que les moyens suivent : que les revenus de la famille permettent à la femme de rester à la maison.

Pourtant, dans un récent sondage effectué par la revue *F Magazine*, 84% des personnes interrogées se déclaraient d'accord pour « reconnaître que toute femme a le droit de travailler ». Et, parmi elles, 96% des femmes interrogées étaient de cet avis. L'idée que les femmes ont droit au travail fait donc du chemin. Et en premier lieu chez les femmes.

Les faits montrent aussi la progression de cette exigence nouvelle. Malgré la crise et la flambée du chômage, le pourcentage de femmes « actives » (occupées ou chômeuses) entre 16 et 65 ans, n'a pas cessé de croître : 41,9% en 75, 43,7% en mars 79, 44% en mars 80.



**le record  
du chômage**

Cette nouvelle demande des femmes de trouver un travail salarié rencontre pourtant de plus en plus de difficultés depuis 75, depuis le début de la crise. Ces difficultés s'aggravent même. Tel est le bilan de l'enquête INSEE qui vient de paraître.

Entre mars 79 et mars 80, le chômage a augmenté de quelque 8,4% si on prend les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à l'ANPE. 8,4%, quand on considère le nombre total des chômeurs. Mais quand on fait le détail hommes-femmes, on s'aperçoit que : le nombre des demandeurs masculins a légèrement augmenté (plus 2%), mais que le nombre des femmes a progressé lui de plus 14,5%.

On s'aperçoit ainsi que, sur les 1,4 millions de chômeurs inscrits, plus de la moitié sont des femmes : 652 100 hommes et 781 500 femmes.

On comprend alors l'intensité de la campagne gouvernementale pour faire croire que le chômage des femmes n'est pas vraiment du chômage. Par ce tour de passe-passe, il veut faire croire que le chômage réel — celui de ceux qui sont « faits » pour avoir du travail, celui des hommes — a baissé. (cf encadré).

Les chiffres recueillis entre mars 79 et mars 80 permettent aussi de constater un autre phénomène. Toujours aussi défavorable aux travailleuses.

Cette année, ce sont les licenciements de femmes qui ont été la cause de l'accroissement considérable du chômage. Le nombre de femmes ayant perdu un emploi a augmenté de plus 17,8%. Quant aux jeunes filles qui sortent de l'école, ce sont les défavorisées parmi les défavorisées. Le nombre de jeunes chômeuses n'ayant pas encore travaillé s'est accru de plus 30,4% (un record!). Elles sont 374 000 dans ce cas, contre 198 000 garçons de moins de 25 ans.

En fait, l'enquête faisant apparaître que, entre mars 79 et mars 80, les licenciements collectifs ont beaucoup diminué (moins 22%) par rapport à l'année d'avant, les plus frappées l'ont été dans le secteur tertiaire. Le nombre d'ouvrières au chômage a augmenté de 8,8% contre 17,9% pour les employés.

On peut donc penser que la situation du chômage des femmes, telle qu'elle a été enregistrée cette année, va durer.

On sait que le maître-mot du patronat depuis deux ans est : « productivité ». Que l'objectif est de mieux rentabiliser l'utilisation des machines en modifiant les acquis sur le temps de travail.

Dans ce projet, les femmes occupent une place à part, « privilégiée ». Pour elles, la solution trouvée par la bourgeoisie n'est pas tant le contrat à durée déterminée ou l'intérim, que le temps partiel. Ce temps partiel pourra prendre plusieurs formes, du mercredi chômé au mi-temps.

En promulguant la nouvelle loi qui lève les dernières contraintes pesant sur les patrons (les charges sociales étaient plus lourdes), le gouvernement pense faire un bond en avant à cette forme de travail au rabais.



**le travail  
au rabais**

Là encore, les campagnes patronales et gouvernementales semblent confirmer que le travail des femmes s'installe dans le chômage chronique.

Mais ce chômage féminin n'a jamais été autant opposé au désir des femmes de travailler et à la nécessité d'augmenter le revenu familial largement amputé par l'inflation dans les milieux populaires.

C'est pourquoi une opération nouvelle se met en place. Qui doit permettre à la bourgeoisie de faire coup double : permettre aux femmes d'accéder au travail et donner à l'économie nationale une souplesse nouvelle.

« Méfiez-vous des séducteurs » titrait *Antoinette*, le journal féminin de la CGT, sur le temps partiel. Car le temps partiel s'adresse en priorité aux femmes. Déjà en 77, 2% seulement d'hommes actifs avaient un emploi à temps partiel (surtout des personnes âgées); mais on trouvait 15,2% des femmes travailleuses dans cette catégorie. En mars 80, on comptait déjà 1,3 million de femmes qui travaillaient à temps partiel, alors qu'il y avait seulement 260 000 hommes.

Il n'est guère nécessaire d'expliquer longuement les raisons de cette différence. Obligation de mener de front charges familiales et professionnelles, vieille idée du salaire d'appoint de la femme... Il est plus difficile encore en 81, de faire comprendre le droit plein et entier des femmes au travail salarié que l'inverse.

Enfin la dernière carte patronale pour le travail des femmes — et non la moins dangereuse — c'est le travail à domicile.

Cette pratique archaïque qui depuis 50 ans était tombée en désuétude, sauf dans quelques régions et dans quelques professions très limitées (habillement et chaussure) pointe à nouveau le bout de son nez. Elle tire son deuxième souffle du développement de la technique, la télématique en particulier.

En effet, de nouvelles expériences sont en cours dans le secteur tertiaire. Où, ce n'est pas par hasard, le travail des femmes est majoritaire. La mise au point de la télématique va permettre de décentraliser le travail. Et voilà les patrons qui imaginent déjà leurs employées, chez elles, devant leur terminal d'ordinateur... Plus besoin de grands locaux, salaire à la pièce, plus de contacts entre travailleuses, plus de nécessité de cantines, de crèches, etc... Quel rêve patronal! Quel bond dans la qualité de l'exploitation!

Du rapport présenté par le BIT (Bureau international du Travail) à la conférence de l'ONU sur les femmes qui s'est tenue à Copenhague en juillet dernier, il ressortait que les femmes ne prenaient pas de part au progrès des sociétés industrielles. Au contraire, leur sous-qualification était maintenue et elle était d'autant plus éliminée du travail que la technique y était développée.

Le rapport de l'INSEE que nous venons de voir, confirme cette tendance. En France, le droit des femmes au travail est loin d'être une réalité. Au contraire, il régresse.

Pourtant la première égalité n'est-elle pas, justement, celle-là? Celle qui permettra toutes les autres?

Claire MASSON





VECU

# deux drames ordinaires

... Roselyne parle de sa copine, presseuse chez Bidermann, à Poix-du-Nord.  
 « Je veux vous parler d'une copine qui souffrait des ovaires et ne pouvait avoir d'enfant. Il fallait qu'elle suive un traitement sérieux, et surtout qu'elle ait un travail moins pénible... Elle est allée trouver le directeur. Il a refusé de la changer de poste. Elle a du rester rivée à la presse. C'est crevant, vous savez ; son état s'est aggravé. Elle a du être opérée. On lui a enlevé les ovaires. Elle n'aura jamais de bébé... »



En écoutant le témoignage de Roselyne, je songe à une autre femme, une autre ouvrière, Eliane. Eliane Payelle, quant à elle, était maman d'un beau bébé, qu'elle n'a jamais pu porter dans ses bras. Au moment de la naissance, Eliane n'était plus qu'un corps sans force, déjà gravement miné par la silicose. Elle travaillait à Sin-le-Noble (Nord) : elle empaquetait de la poudre à récurer, fabriquée à partir d'un mélange de soude, de silice et de colorants, face à une machine dépourvue de tout système de protection.  
 En 1975, Eliane est hospitalisée dans un état grave. Elle mourra silicoosée à 100% en décembre 1977, peu après la naissance de son fils. Non sans avoir déposé plainte contre son employeur pour « coups et blessures volontaires ». Le PDG en question devait passer en procès en cette fin d'année 1980. Mais le procès a été remis. Motif : le PDG était malade...  
 Correspondant Nord

Sur tout votre courrier, notez bien notre adresse postale complète : HUMANITE ROUGE BP201 75926 PARIS CEDEX 19  
 Sur vos chèques bancaires ou postaux indiquer seulement HUMANITE ROUGE Sans n° de CCP, ni n° de compte bancaire

## PRATIQUE

# Les jours fériés

Les fêtes de fin d'année sont achevées, c'est souvent à l'aube de la nouvelle année que les travailleurs examinent les jours fériés à venir et les combinaisons de ponts éventuelles ; c'est pourquoi «Pratique» de cette semaine rappellera quelques points essentiels de la législation sur les jours fériés.

gissent le travail dans les branches professionnelles accordent d'autres jours fériés chômés aux travailleurs, aussi renseignez-vous sur votre convention collective.

les travailleurs temporaires, saisonniers et intermittents.

### RÉCUPÉRATION DES JOURS FÉRIÉS

En principe tout jour chômé, ramenant l'horaire hebdomadaire de travail en dessous de la barre des 40 heures peut être récupéré.

La récupération obéit aux modalités fixées par les décrets de 36/37, à savoir l'utilisation de la journée ou de la journée ou de la demie journée de repos, soit au décret du 24 mai 38, à savoir que la récupération doit intervenir dans les 12 mois qui suivent le jour férié, elle ne doit pas augmenter la durée du travail de plus d'une heure par jour, ni de 8 heures par semaine.

Si l'employeur fait récupérer des heures supplémentaires, celles-ci doivent garder leur caractère et donc être majorées.

Si un jour férié chômé et non récupéré tombe pendant une période de congés payés, vous avez droit à une journée supplémentaire de repos et si vous êtes payé à l'heure vous avez droit à une indemnité.

Aucune législation ne régit les «ponts», mais lorsqu'un pont est décidé, le comité d'entreprise doit être consulté et les nouveaux horaires affichés.

Nathalie VILLOTIERS

### RÉMUNÉRATION DES JOURS FÉRIÉS

Si vous êtes payé au mois, votre jour férié chômé doit vous être rémunéré normalement sauf les heures supplémentaires qui n'ont pas été effectuées ce jour-là.

Si vous êtes payé à l'heure, vous n'avez droit ni à une rémunération, ni à une indemnité. Cependant presque tous les salariés relevant du champ d'application de la loi 78-49 du 19 janvier 78 généralisant la mensualisation, mais qui sont encore payés à l'heure n'ont pas de réduction de leur rémunération pour leurs jours fériés-chômés, —s'ils ont 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise,

—s'ils ont accompli 200 heures de travail au cours des deux mois avant le jour férié en question,

—s'ils sont présents au travail le jour précédant et succédant le jour férié.

Les salariés qui ne bénéficient pas d'une telle mesure sont les salariés agricoles, les travailleurs à domicile,

### LES JOURS FÉRIÉS

Selon les articles L 2221 et R 2221 du Code du travail, il existe dix jours fériés légaux : le lundi de Pâques (20 avril 1981), le 1er mai (un vendredi), le jeudi de l'Ascension (28 mai), le lundi de Pentecôte (8 juin), le 14 juillet (un mardi), le 15 août (un samedi), le 1er novembre (un dimanche), le 11 novembre (un mercredi), Noël (un vendredi) et le 1er janvier (un vendredi).

La législation en vigueur autorise les employeurs à faire travailler leurs employés pendant les jours fériés légaux, sauf le 1er mai, (ou alors vous devez être payé le double), -sauf pour les femmes et les ouvriers ou les apprentis n'ayant pas atteint 18 ans et encore des dérogations peuvent être délivrées par l'inspection du travail pour le travail à feu-continu, par exemple.

Les conventions collectives qui ré-

## FLASH-ECONOMIE

- 80, année record pour le chômage et l'inflation ... mais 82 promet déjà plus de 25 millions de chômeurs dans les pays capitalistes
- Reagan brandit l'arme alimentaire contre le Tiers Monde
- Automobiles, les ventes en baisse

**L'**indice officiel des prix indique une hausse en un an de 13,5% en France. Les prix ont grimpé en novembre de 0,7%. Et l'on sait que l'indice officiel est toujours en-deça de la réalité. Ainsi, en un an, les prix dans l'alimentation ont crû de 9,6%, ceux des produits manufacturés de 15,6%, ceux des services de 13,9%, les tarifs publics de 19,9%, les services de santé de 10,8%. Sans parler des produits traditionnels des fêtes de fin d'année qui ont connu des niveaux records, comme les huîtres de 20 à 30% plus chères qu'en 1979, la dinde de 13 à 14%, l'oie de 20%... Sans parler des loyers HLM qui vont grimper en janvier 1981 de 10% environ et les charges croître de nouveau.

Résultat : les travailleurs consomment moins et puisent dans leurs réserves. Selon une enquête de l'INSEE, les ménages interrogés pour 61% des cas «bouclent juste leur budget» et 16,5% des cas escomptent sur une amélioration future. Le pourcentage des ménages qui déclarent mettre de l'argent de côté n'excède que de 16% - contre 20% en janvier 1980 - le taux des ménages qui déclarent devoir tirer sur leurs réserves.

En septembre 1980, en France, le cap des 1 500 000 chômeurs a été largement franchi. Le chômage atteint 6,6% de la population active.

En Grande-Bretagne le chômage a augmenté, en 1980, de 64,4% ce qui porte le nombre de chômeurs à 2 133 000, soit 9,3% de la population active.

Les chiffres des défaillances des firmes (liquidations, règlements judiciaires) battent tous les records, dépassant cette année 17 000. Cela touche tout le secteur industriel. Le commerce et les services sont relativement moins touchés.

**L'**es experts de l'organisme international, l'OCDE, qui regroupe l'Europe occidentale, les USA, le Japon, prévoient pour les pays de l'OCDE une aggravation sans précédent du chômage. En moyenne, il représenterait au premier semestre 1982 7,5% de la population active contre 5,8% en 1980, soit 25,5 millions de demandeurs d'emplois contre 23 millions actuellement. En France, les experts prévoient qu'il pourrait représenter 8% de la population active, soit 190 000 chômeurs rien que pour l'année 1981.

Et nos experts estiment que ce serait en 1982 les jeunes de moins de 24 ans qui seraient - tout comme aujourd'hui - les plus touchés. 32,5% des jeunes seraient chômeurs en Italie contre 25,6% en 1980 ; 20,3% en Grande-Bretagne contre 8% en 1980 ; 14% aux USA contre 11,2% en 1980 ; 6,8% en RFA contre 3,7% en 1980 et 4% au Japon contre 3,5% en 1980.

Concernant la croissance et l'inflation, la croissance du produit national brut (ensemble de la production du pays) n'augmenterait en 1981 pas plus que cette année (1%) pour atteindre 3% en 1982. C'est l'Italie, le Royaume-Uni et la France qui connaîtraient, enfin, la plus forte inflation, de l'ordre de 10%.

**J** crois que l'arme alimentaire est la plus importante dont nous disposions actuellement pour maintenir la paix dans le monde» vient de déclarer le ministre américain de l'agriculture, choisi par Reagan, J. Black.  
 Mais l'arme alimentaire est-elle dirigée contre l'URSS? Certes pas, puisque Reagan s'était élevé contre

l'embargo céréalière partiel décidé par Carter contre l'URSS, après l'occupation de l'Afghanistan.

Il s'agit pour Reagan de la brandir contre les pays du tiers monde. Et lorsqu'on sait que les USA disposent d'une position dominante en matière d'approvisionnements de céréales, on peut penser que Reagan, nostalgique d'un impérialisme puissant et en position de force, fait peser de graves menaces sur les pays du tiers monde pour tenter de les mettre à genoux.

**L'**orage gronde dans l'automobile. D'après les statistiques de la chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, la production française aura baissé cette année, par rapport à 1979, de 9%, les immatriculations - inférieures à 2 millions de voitures - de 6% et les exportations ont chuté de 10%.

Talbot décide de jeter à la rue 3500 travailleurs (3150 au chômage et 350 autres en pré-retraite). Sans parler des 27 jours de chômage technique prévus au premier trimestre 1981.

A Sochaux, les 38000 travailleurs chômeront 5 à 10 jours au premier trimestre 1981 et ce sera le personnel de production le plus touché.

A Mulhouse, 11000 travailleurs seront mis au chômage technique pendant 6 jours en janvier-février-mars 1981. Les autres, environ 3000, chômeront pendant 3 jours.

Au total, de janvier 1980 à mars 1981, le nombre de journées chômées sera, chez Peugeot, de 36.

En Belgique, l'usine Citroën de Forest sera fermée, entraînant 905 suppressions d'emplois.

Cinéma

QUI S'EN VA ?

# LE SAUVEUR DU « MONDE LIBRE »

Il est de retour l'homme volant, c'est Superman II, superpub, superpognon : 17 000 entrées dans les salles parisiennes le premier jour de la diffusion. Il a un laser dans les yeux et des muscles en acier. Dernier rescapé de la planète Krypton, il fut

expédié sur Terre par ses parents avant l'explosion de la dite-planète et recueilli par un couple de fermiers, patronymés Kent. Ses pouvoirs fantastiques, il décide de les mettre au service de la « justice et du bien » (entendez de la loi et de l'ordre) un

cœur gros comme ça, je vous dis!

Signalement : grand, plutôt large d'épaules, une cape rouge sur le dos, un tee-shirt moulant, zébré d'un grand S jaune sur les pectoraux, ça c'est pour les opérations



spéciales, service commandé. Le reste du temps, notre super-homme se dissimule sous les traits de Clark Kent, timide journaliste au *Daily Planet*, amoureux de la grande journaliste Lois Lane. Laquelle le lui rend bien tout en lui reprochant de n'être pas Superman. Ce qui provoque certains gags où l'on retrouve l'humour de Richard Lester qui parodiait *Les 3 mousquetaires* ou *Robin des bois*. Qui reconnaîtrait Superman derrière les épaules voutées, le complet veston et les grosses lunettes?

Tel le chevalier du Moyen-Age, notre héros vole (littéralement) au secours de la veuve et de l'orphelin. Mieux que ça, véritable gendarme du monde, il intervient pour libérer des otages détenus par de dangereux terroristes qui menaçaient de faire sauter une bombe à hydrogène du haut de la Tour Eiffel. Lui au moins, il ne rate pas ses expéditions militaires en Iran...

Mais la bombe qu'il expédie in-extremis dans l'espace va fâcheusement heurter la « planète d'exil » et du même coup rendre la liberté à trois démons dotés de pouvoirs diaboliques. Ces trois affreux vont semer la terreur au milieu d'une équipe de cosmonautes américano-soviétique; puis, descendant sur Terre, ils s'emploient à dévaster « l'Amérique profonde », pour finir leur malfaisant périple dans le célèbre bureau ovale de la Maison-Blanche.

Là, le président des Etats-Unis, à genoux devant les trois démons noirs, délègue tous ses pouvoirs sur l'Amérique et sur le monde à leur chef, Zod. Pendant ce temps, Superman qui a renoncé à tous ses pouvoirs, file le parfait amour avec la délicieuse Lois Lane. Pourtant devant le danger, il n'hésitera pas à sacrifier sa passion et au terme d'un duel épique, libère la Mai-

son-Blanche et du même coup le monde des trois dangereux démons noirs. Est-ce un hasard, si Zod, le démon noir, qui met le président des Etats-Unis à genoux, l'obligeant à l'adorer comme un dieu, porte une barbe et s'il est vêtu de noir? On ne peut s'empêcher de penser à un autre barbu qui détient en otages depuis un an les diplomates américains en Iran. Comme dans tous les films du genre, le danger vient du dehors et plus précisément du Tiers Monde.

Dans Superman I, sorti en 79, l'intervention du héros concernait les problèmes intérieurs des Etats-Unis, avec Superman II, il s'agit bel et bien de restaurer la puissance de l'Amérique bafouée sur son sol-même.

On ne peut s'empêcher de voir dans l'épisode de Superman abandonnant ses pouvoirs supérieurs, une allusion à Carter lorsqu'il prônait la politique des droits de l'homme.

Le dénouement du film, avec Superman renonçant à l'amour pour retrouver ses superpouvoirs et restaurer le pouvoir mondial des USA apparaît bien comme la nécessité d'un retour à une politique de force et d'intervention extérieures notamment pour soutenir les dictatures menacées par les peuples du Tiers Monde. Un retour musclé à la Reagan, quoi.

Comme si l'échec de l'intervention US au Vietnam n'avait pas suffi à montrer le déclin de cette superpuissance, qui a du renoncer à d'autres positions dans le monde reculant devant l'avancée de l'URSS et de vant la lutte des peuples.

Mais un tel film n'en est pas à une invraisemblance près. Les monopoles US qui détiennent la haute main sur le cinéma montrent qu'ils n'ont pas renoncé à leurs ambitions mondiales.

Leon CLADEL

## GLORIA de John Cassevetes

« Elle est dure... Elle est tendre. C'est une sacrée bonne femme » et en plus « Elle affronte le milieu sur son propre terrain ». Ces deux phrases, en exergue, sur les affiches qui constellent l'horizon parisien, ça vous situe déjà l'intrigue. Ça va faire mal...

Pour ceux qu'auraient râté le début :

Sur fond de Broadway crasseux..., un minable petit comptable employé par la Mafia joue les mariales. Il balance je ne sais trop quoi au FBI (du sacrément compromettant, en tous cas) et en plus, il s'en vante (pas des choses à faire, ça). Evidemment il n'y coupe pas, un commando d'hommes de main fait une descente chez lui afin de récupérer un carnet où le mariale a compilé un pacif de renseignements. Par la même occasion, ils en profitent pour massacrer toute la famille de l'indélicat. On plaisante pas avec la loi du milieu.

Mais avant l'arrivée des maffioses, Phil, âgé de 7 ans et fils du dit comptable, est confié avec le précieux carnet à une voisine (Gloria). Celle-ci est très liée avec ceux qui ont massacré la famille de Phil. « Ce sont ses amis » comme elle dit. Pourtant elle n'hésitera pas (enfin, presque pas...) à les affronter pour protéger le gamin.



Les rapports entre cette femme, qu'une vie sans tendresse a rendu dure (c'est sûr, qu'en vivant dans un tel milieu, y'a pas intérêt à prêter le flanc, faut se cuirasser...) et ce gamin confronté à une violence qu'il ne comprend pas, occupent une part importante dans l'intrigue.

L'originalité de ce film (au passage, *Lion d'or* au Festival de Venise. Mais ça veut rien dire, je précise...), donc son originalité, disais-je, c'est que c'est une femme qui mène la danse, et de main de maître. Dans cette java effrenée ponctuée par les balles de son 38, le milieu en prend plein sa gueule. Le visage torturé de Gene Rowlands colle comme un gant à la personnalité de cette femme entraînée dans une aventure qu'elle n'a pas tout à fait souhaité.

La fin du film est un peu déconcertante (Enfin moi, j'ai été déconcerté...). Ce « happy end » paraît un tantinet invraisemblable. Mais avec des porte-flingues qui se servent de leurs calibres avec la dextérité de poules ayant trouvé des coutoux, on peut tout se permettre... J'vous dit, le Mafia, c'est plus ce que c'était.

Claude DHALLUIN

## ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

ADIEU ROGER, ADIEU LEON...

C'est fini nous ne verrons plus son regard rassurant, ses épaules voutées comme si elles supportaient la misère du monde, nous ne l'entendrons plus dire « La France a peur » comme il le fit lors de l'enlèvement de Patrick Henry. Nous ne verrons plus ses valises sous les yeux. Ses valises, Roger Gicquel les a faites.

Finis le journal du soir sur TF1, il se consacrera désormais aux reportages et produira éventuellement des émissions. Le départ de Gicquel s'inscrit dans les modifications opérées sur les trois chaînes en vue de la campagne de Giscard.

Pas de vagues ni de bouleversements, les présidents de chaînes sont maintenus en place, là comme dans d'autres secteurs les changements auront lieu après mai 81. Il s'agit de parer au plus pressé et d'aborder dans les meilleures conditions possibles la campagne des présidentielles. Or, le secteur le plus important de la télévision, l'information, faisait preuve à TF1 de quelques faiblesses. Le journal du soir, présenté par Gicquel avait subi une baisse sensible des indices d'écoute.

On a donc remplacé Henri Marque jusqu'alors directeur de l'information par Jean-Marie Cavada. Ce dernier a fait ses preuves sur FR3, où il sévissait aussi en tant que directeur de l'information. Sur cette chaîne régionale, il a mis sur pied une unité d'information d'importance nationale. Sous son impulsion *Soir 3*, journal d'information de FR3, s'est taillé un public, le Magazine « Le nouveau vendredi » (V3) est devenu une émission de haut niveau. Voilà l'homme qu'il fallait à TF1 pour donner un nouveau souffle à la propagande (pardon... à l'information). Cavada qui fait preuve d'ambitions et nourrit, dit-on, une rivalité personnelle avec Elkabach, son homologue de la Deuxième chaîne, va enfin pouvoir donner toute sa mesure.

On connaît son goût pour l'information à « l'américaine », information dans un style nerveux qui implique que le présentateur s'efface pour donner place à une plus grande quantité d'images : ce que fait Poivre-d'Arvor sur Antenne 2. Gicquel, quant à lui occupait trop l'écran, assomant le spectateur de ses commentaires personnels, gommant le côté brut de l'information par une trop grande personnalisation. Hé oui! Il était trop bavard, le Gicquel, il valait mieux qu'il s'en aille.



On dit aussi (on dit beaucoup de choses) que l'Elysée l'aurait trouvé un peu trop bavard au moment de l'affaire des diamants, mais à l'époque Gicquel aurait eu un sursis et c'est Bernadac, rédacteur en chef, qu'on avait démissionné. Tout est en place pour la course aux indices, pour le duel Cavada-Elkabach. Les indices d'écoutes de l'info sur Antenne 2 ne cessent de grimper.

On parle sur la deuxième chaîne du départ de Léon (Zitron) dont le contrat qui expire en Février ne serait pas renouvelé. Il ne présenterait plus les journaux des week-end, mais donnerait éventuellement un coup de main pour commenter couronnements d'altesses, obseques de pape, mariages princiers, etc...

Cavada serait remplacé à FR3 par André Sabas ancien présentateur de *Soir 3*, rédacteur en chef du *Nouveau vendredi*.

Sur Antenne 2, Guy Darbois, un des piliers des « Dossiers de l'écran » deviendrait secrétaire général des programmes. Comme on peut le constater ce qui préoccupe Giscard à la télé, c'est d'abord l'information. Au fur et mesure que la situation sociale s'aggrave, cette information se rapproche de plus en plus de l'intox.

Plus important que ces dépoussiérages — même lorsqu'ils remettent en cause un institution comme Gicquel — il y a le mariage Matra-Europe 1-Hachette par lequel Lagardère prend une option sérieuse sur la quatrième chaîne qui serait créée en 1984 avec le lancement du satellite TDF1.

Matra qui est partie prenante dans la mise au point du satellite, constituerait, avec les filiales de Hachette dans le secteur télévisé, avec Europe 1, avec *Télé 7 jours* et l'alliance de la SOFIRAD, le premier groupe d'information européen. Un tel groupe contrôlant une quatrième chaîne de TV, voilà qui chamboulerait plus de choses que le départ de Gicquel.

## ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

# OCCUPATION DE L'AFGHANISTAN ET DU CAMBODGE

## DES ANNIVERSAIRES MARQUES PAR LA RESISTANCE

Le 29 décembre, au surlendemain du premier anniversaire de l'invasion soviétique en Afghanistan, des manifestants ont investi un quartier de Kaboul où se trouve le Palais du peuple, résidence de Babrak Karmal.

Il y avait parmi eux des civils, des policiers mutinés et vraisemblablement des militaires. Ils ont lapidé et mis le feu à des jeeps soviétiques, jeté des pierres contre le ministère de l'information et de la culture. On ne connaît pas exactement les circonstances et l'ampleur de cette manifestation ; elle a été suffisamment importante en tout cas pour que le quartier soit bouclé par une brigade de police, des chars et des hélicoptères soviétiques.

L'agence officielle afghane, reprise par l'agence Tass a parlé d'activités de « criminels mercenaires et d'éléments subversifs déguisés en militaires afghans ». Des révoltes se sont également produites à Kandahar, attribuées cette fois par les autorités à des officiers pakistanais « déguisés en rebelles ». Ces alléga-

tions cachent mal les difficultés de l'URSS et de Babrak Karmal à venir à bout de la résistance du peuple afghan, et ce malgré le renfort d'un corps expéditionnaire soviétique de plus de 80 000 hommes. On a peine à croire en effet que ce dernier puisse être mis en échec par une poignée de « criminels » et « d'éléments subversifs ». A Paris, une délégation composée en particulier de représentants du Mouvement de soutien à la résistance afghane (MSRA), du PSU, de la CFDT s'est rendue à l'ambassade soviétique pour protester contre l'occupation de l'Afghanistan.

Au Kampuchéa, les guerriers du Kampuchéa démocratique ont intensifié, à l'approche du 2e anniversaire de l'occupation vietnamienne, leurs activités. Du 7 au 12 décembre, ils ont mené 290 attaques contre les troupes vietnamiennes d'agression, mettant 2567 soldats hors de combat, capturant 8 positions ennemies, détruisant 73 dépôts de munitions et matériel divers.

En outre, dans le cadre

du courant de ralliement au Front de grande union nationale patriotique et démocratique du Kampuchéa, un nouveau groupe indépendant composé de 150 hommes s'est joint au Front. Tous ces faits témoignent des progrès de la résistance et du rôle essentiel que joue le gouvernement du Kampuchéa démocratique.

A Paris, le mouvement Solidarité Cambodge a fait paraître un communiqué à l'occasion du 2e anniversaire de l'invasion. Regrettant que le Cambodge ait selon l'expression employée « déserté l'actualité » des mass-média et s'opposant à l'idée selon laquelle la solution du problème khmer résiderait dans une « normalisation », ce communiqué conclut : « La guérilla remporte des succès ; disons le sans détour, cela nous réjouit le cœur et c'est avec ce cœur là que nous voulons pour la nouvelle année bannir l'oubli de nos mémoires et adresser nos plus fervents souhaits de succès à toute la résistance patriotique khmère, à tous nos amis khmers et nos vœux les plus sincères de victoire au peuple khmer ».

# ERYTHREE

## LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES SOUTIENT LE DROIT A L'AUTODETERMINATION

L'aspect juridique du problème érythréen est assez méconnu. L'Ethiopie a constamment nié qu'il y ait un peuple érythréen. En France, certains journaux, ne retenant que cette position, parlent uniquement de « guerre séparatiste ».

La Ligue française pour les droits et la libération des peuples (1) organisait à Paris, le 22 décembre, une réunion d'information portant principalement sur la sentence rendue par le Tribunal permanent des peuples (le 26 mai 1980 à Milan, complétée en octobre).

Ce tribunal, saisi le 20 juin 1979 à la fois par le FPLE et le FLE, n'a pas un pouvoir exécutif, mais consultatif — et n'a aucun lien avec un quelconque gouvernement — a donc surtout un poids moral.

La soirée était présidée par Maître Léo Matarasso, président de la ligue, en présence d'un membre du bureau politique et d'un membre du Comité central du FPLE, qui s'étaient déplacés pour l'occasion.

Edmond Jouve, membre du jury du tribunal, a lu et

commenté la sentence ; ainsi que Armando Uribe, vice-président du Tribunal et ancien ambassadeur (Chili). Edmond Jouve a, par exemple, indiqué que, en tant que peuple colonisé, le peuple érythréen — dont l'identité a été reconnue par la Résolution 390 (V) de l'ONU — n'a jamais pu jouir de la politique de décolonisation.

De même, alors que l'OUA était créée en 1963, à Addis Abéba (capitale de l'Ethiopie), 6 mois après, seulement, l'Erythrée était annexée par l'Ethiopie.

Alain Fenet, spécialiste de droit international, a expliqué le caractère juridique de l'auto-détermination. Elle concerne deux situations : — Les peuples colonisés et ce qui est appelé « les peuples soumis à la domination étrangère » (tels qu'en Palestine et en Afrique australe).

Selon ces normes, le peuple érythréen peut se revendiquer des deux. La décolonisation qui a bien lieu en Ethiopie ou en Somalie est remplacée en Erythrée par une domination étrangère, à

savoir celle de l'Ethiopie.

Le docteur Kouchner, de *Médecins du monde* a séjourné à plusieurs reprises dans les camps du FPLE et y repart pour contribuer à la campagne de solidarité humanitaire, qui a pour objet d'envoyer un camion hôpital en Erythrée. (2)

Retraçant les grandes étapes de la lutte du peuple érythréen et à l'heure actuelle contre l'agression soviéto-éthiopienne, Nafi Kurdi — représentant en France du FPLE — a déclaré que « cette lutte prouve qu'aucun retour en arrière n'est possible ». Et il a présenté l'APPEL en 7 points du FPLE, pour une juste solution du problème érythréen (Voir Humanité rouge datée du 11 décembre 1980).

(1) 117 rue Notre-Dame-des-Champs — 75006 Paris — tel : 16 (1) 633 56 28.

(2) Pour toute information, s'adresser au CSLPE, BP 240 07 — 75007 Paris —



Claude LIRIA

### CONFERENCE DE MADRID : PROPOSITIONS DE LA ROUMANIE EN FAVEUR DE LA PAIX

A la Conférence de Madrid, la France, la Roumanie, la Yougoslavie, la Pologne et la Suède avaient déjà déposé des projets en faveur de la réunion d'une conférence sur le désarmement en Europe.

La Roumanie vient d'y ajouter récemment trois nouvelles propositions destinées selon les termes employés dans le cadre de la Conférence à accroître la « confiance ».

Elle demande que les trente cinq membres de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe s'engagent à ne pas faire de manœuvres multinationales près des frontières d'autres Etats participants, à ne pas mettre en place de nouvelles bases militaires et déployer de nouvelles troupes sur le territoire d'autres Etats en Europe, à geler les budgets militaires.

On peut rapprocher ces propositions qui concernent tout autant le Pacte de Varsovie que l'OTAN de prises de position antérieures de la Roumanie. Membre du Pacte de Varsovie, elle n'a cependant pas participé à l'invasion de la Tchécoslovaquie, s'est opposée à plusieurs reprises à l'augmentation du budget du Pacte et au rôle que les dirigeants soviétiques voulaient lui faire jouer dans des conflits extra-européens.

### ESPAGNE : ASSAULTS PROSOVIETIQUES CONTRE L'EUROCOMMUNISME

L'hebdomadaire *Temps nouveaux* a publié un long article attaquant le rétablissement des relations de divers partis eurocommunistes, en particulier le PCE, avec le Parti communiste chinois.

Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol, avait parlé lors de son voyage en Chine de « normalisation des rapports entre les deux partis », de « rapprochement des positions ». Il avait en même temps tenu à propos de l'Afghanistan un langage qui ne pouvait que déplaire à l'Union soviétique. Cela amène *Temps nouveaux* à conclure : « Les pas vers Pékin ne sont-ils pas des pas faits dans le sillage de ceux qui glissent de plus en plus vite au bas de la pente, droit dans les bras des milieux impérialistes réactionnaires ? ».

Une telle attaque témoigne de la colère des dirigeants soviétiques devant un rétablissement de relations de parti à parti qui reflète la détermination des partis dits eurocommunistes à s'opposer à leur politique hégémoniste.

Elle montre aussi qu'ils n'ont peut-être pas perdu espoir de contrecarrer une telle évolution.

Soumis à de fortes pressions de la part de l'Union soviétique, le Parti communiste espagnol est également le théâtre de luttes internes entre eurocommunistes et prosoviétiques. Récemment, lors du 5e Congrès de sa branche catalane et qui jouit d'une certaine autonomie, le Parti socialiste unifié de Catalogne, le courant eurocommuniste l'a emporté de peu. 40% des délégués appartenaient au courant prosoviétique également appelé « afghan » du fait de son soutien à l'invasion soviétique et qui a été finalement battu.

### BRIGADES ROUGES : LE GOUVERNEMENT ITALIEN INTRANSIGEANT

Les brigades rouges séquestrent mainte-

nant depuis près de trois semaines le juge d'Urso, enlevé le 12 décembre. Elles ont annoncé qu'elles suspendraient son exécution au cas où les comités de prisonniers des quartiers spéciaux auraient la possibilité de s'exprimer sans aucune censure sur les ondes de la radio-télévision italienne.

L'exécution du général Calvaligi qui jouait un rôle important dans la lutte antiterroriste était là pour montrer qu'elles ne reculerait pas devant un nouvel assassinat.

Mais elle a constitué également un indice des contacts que les brigades rouges devaient entretenir avec des milieux bien informés de l'Etat italien, les fonctions du général Calvaligi n'étant connues que de cercles assez restreints.

Ce fait, constituant un avertissement quant aux risques et tentatives de déstabilisation, est venu s'ajouter à la volonté unanime des différents secteurs politiques pour amener le gouvernement italien à une attitude intransigeante. Il a annoncé qu'il ne céderait pas aux exigences des brigades rouges.

### POLOGNE : POURSUITE DE PROFONDS REMANIEMENTS

De profonds remaniements ont eu lieu le 3 janvier au sein du comité national du Front d'unité nationale, support de la liste unique sur laquelle se présentent les divers candidats aux élections : ceux du parti communiste, du parti paysan, du parti démocratique et des « sans parti » parmi lesquels on trouve notamment les députés catholiques.

Le général Moczar, président de l'Association d'anciens combattants Zwobid (Liberté) et déjà membre du bureau politique a été nommé vice-président.

Par contre, les anciens dirigeants tels Gierek qui avaient été exclus du comité central du POUP lors du septième plénum ont été révoqués.

En ce début d'année *Zyci Warszawy*, un

quotidien à grand tirage de Varsovie a demandé aux autorités de poursuivre le processus de renouveau. *Tribuna Ludu*, organe central du parti a publié un article estimant la situation actuelle, où un polonais sur six vit en-deçà du seuil officiel de pauvreté, « douloureusement contraire aux principes de justice sociale ». « La politique sociale, déclare l'organe central du POUP, doit reposer sur des garanties institutionnelles et matérielles de telle sorte que personne ne vive dans la pauvreté ou ne risque de sombrer dans le dénuement ».

### XIVe CONGRES DE L'AGEG

Dans les derniers jours de décembre s'est tenu le XIVe Congrès de l'Association générale des étudiants guadeloupéens. Le meeting d'ouverture a réuni à Paris une nombreuse assistance.

Après le discours d'ouverture de responsables de l'AGEG des représentants de diverses organisations guadeloupéennes ont fait des interventions fort applaudies. Citons en particulier l'Union populaire de libération de la Guadeloupe (UPLG), l'Union des paysans de Guadeloupe (UPG), l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), l'Union des travailleurs émigrés guadeloupéens (UTEG).

Des représentants de diverses organisations françaises et étrangères ont lu des messages de soutien. Ont été particulièrement remarqués les messages de l'Association des étudiants martiniquais (AGEM), de l'Association des étudiants guyanais (AEG), de l'Association des étudiants comoriens, de l'Association des étudiants malgaches, etc.

Un membre du comité central du PCML a lu un message rappelant les liens fraternels anti-impérialistes nous avec l'AGEG depuis plus de dix ans, et réaffirmé un soutien total à la lutte du peuple guadeloupéen pour l'indépendance.

CHINE

# Un procès, quelques réflexions

Le procès de ceux que l'acte d'accusation a appelé « les cliques contre-révolutionnaires dirigées par Lin Biao et Jiang Qing » a eu un large retentissement mondial.

De toute évidence, c'est ce que souhaitent les dirigeants chinois eux-mêmes, en décidant la retransmission par satellite de certaines séances de ce procès.

D'une manière générale, il n'y a pas eu en France de mise en cause particulièrement importante du bien-fondé et des conditions du déroulement de ce procès. On n'a pas eu l'impression d'avoir à faire à un procès truqué intenté à des personnes victimes d'une machination. Plusieurs éléments expliquent cela.

Bien que le caractère politique de ce procès soit absolument indéniable (les actes commis l'ayant été dans un but politique), il n'a pas pris pour autant le caractère d'un procès d'opinion. C'est la responsabilité directe des accusés dans des crimes authentiques qui les a conduits devant le tribunal. Le déroulement du procès lui-même a permis d'apporter des témoignages sur ces crimes. C'est notamment le cas de Jiang Qing dont des témoignages ont indiqué qu'elle était à l'origine de la détention, de la torture, de la mort de certaines personnes.

C'est ainsi, par exemple,

qu'elle serait à l'origine de la mort de l'ancien ministre de l'industrie houillère Zhang Linshi. C'est à la suite d'un appel de Jiang Qing que celui-ci fut mis en détention et traité effroyablement. Selon un témoin, il fut violemment frappé et coiffé d'un chapeau de fer pesant 30 kg. Le 21 janvier 1967, après avoir été traîné devant des réunions, il fut torturé. Selon un témoignage, les os du crâne étaient mis à découvert. Le soir même, il mourait.

De tels actes criminels, qui semblent patents, font l'objet de ce procès. La décision de traduire les accusés dans un procès public a constitué une rectification salutaire de la pratique d'emprisonnements arbitraires et secrets qui ont marqué la période de la révolution culturelle, comme on l'apprend actuellement. Il aurait été inadmissible que les accusés demeurent emprisonnés sans avoir fait l'objet d'un procès.

Les accusés ont eu, enfin,

la possibilité de se défendre devant le tribunal et de contester les accusations qui leur étaient portées. Jiang Qing, en particulier, a utilisé ce droit avec vigueur.

Sur la base de ces faits, il revenait au tribunal d'apprécier l'exactitude des accusations et de décider d'un jugement.

La peine de mort a été requise contre Jiang Qing. Il ne nous appartient pas de porter un jugement, en un sens ou en un autre, sur le bien-fondé de cette peine. Néanmoins, il nous apparaît qu'aux yeux de l'opinion publique française l'image du socialisme gagnerait en laissant la vie sauve à Jiang Qing.

Le socialisme montrerait ainsi, de façon flagrante, qu'il n'a rien de commun avec les méthodes sanglantes qui sont reprochées à Jiang Qing. Une exécution laisserait inévitablement aux yeux de nombreuses personnes une impression de doute.

D'après l'acte d'accusation, 34800 personnes au

moins sont mortes à la suite de persécutions dont les accusés seraient directement responsables. Ces chiffres, que rien ne permet de contester, sont terribles.

Il est bien évident que ni Jiang Qing, ni même la dizaine d'accusés ne peuvent être considérés comme seuls responsables de ces crimes, même si leur responsabilité peut être entière. La question essentielle posée, au-delà de ce procès et au-delà des responsabilités particulières, est : comment de tels crimes, dont des communistes ont été les premières victimes, ont-ils été rendus possibles sous le socialisme ? Quelles conditions ont rendu leur réalisation possible ? Quels mécanismes y ont conduit ou n'ont pas permis de les combattre ?

En somme, une exécution de Jiang Qing pourrait laisser l'impression que la cause du mal est ainsi extirpée.

Les faits mis à jour à l'occasion de ce procès constituent des négations du socialisme, au sein du socialisme lui-même. Ils relèvent de ce que les communistes doivent combattre sous toutes les latitudes. Bien sûr, le socialisme s'édifie dans des conditions spécifiques de chaque pays. Et il est certain que le poids du féodalisme, l'immensité du pays, de sa population, expliquent beaucoup de choses dans ce qui s'est produit en Chine. Le socialisme a beaucoup apporté au peuple chinois qui ne le remet nullement en cause, mais ces crimes ont gravement terni son image.

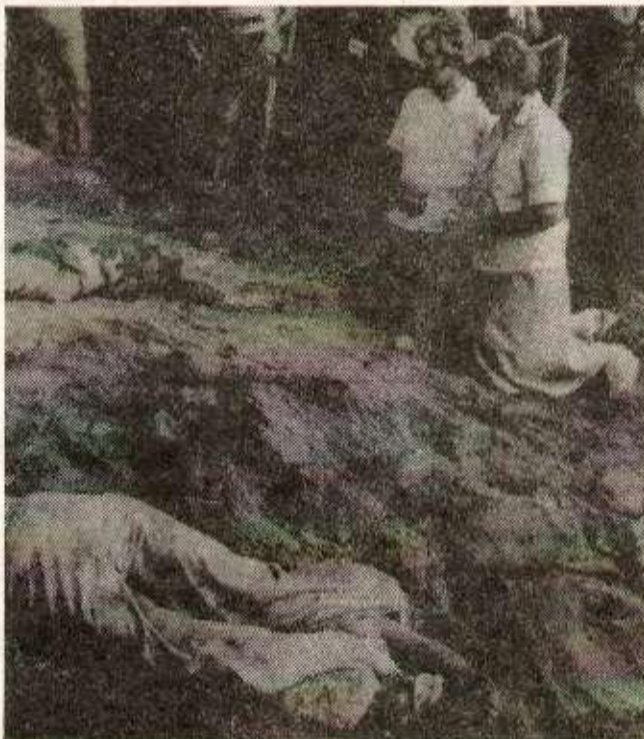
Ils prouvent que le socialisme qui se veut la démocratie la plus grande pour le peuple peut aussi s'accompagner de son contraire : la négation de la démocratie pour le peuple, c'est-à-dire la négation du socialisme.

Ces faits, même s'ils sont survenus dans des conditions sans rapport avec celles de la France, nous interpellent nous aussi, en France. Ils doivent nous pousser à réfléchir aux leçons qui peuvent être tirées.

Ils conduisent en tout cas à rejeter une vision simpliste selon laquelle le socialisme amènerait de lui-même la démocratie ; ils conduisent au contraire à réfléchir aux conditions nécessaires pour que le socialisme réponde le mieux possible à la raison d'être de notre combat contre cette bourgeoisie qui assassina un million d'Algériens.

## SALVADOR MALGRÉ LA REPRESSION FEROCÉ, ESSOR DE LA LUTTE CONTRE LA JUNTE

En ce début d'année 1981, Jimmy Carter qui aime à se présenter en défenseur des droits de l'homme a adressé ses vœux au nouveau président du Salvador. Il a affirmé le « soutien total des Etats-Unis » à un régime qui soumet depuis un an le pays à une répression féroce. C'est que la junte soutenue par les USA voit son pouvoir mis en péril par une lutte révolutionnaire qui connaît à l'heure actuelle un développement important.



Depuis un an des commandos fascistes paramilitaires enlèvent, torturent, massacrent, non seulement des militants révolutionnaires mais aussi des paysans, des prêtres, des intellectuels, des étudiants qui contestent la politique de la junte.

En chassant le général Romero pour prendre le pouvoir en 1979, la junte avait pourtant proclamé sa volonté de mettre en œuvre une politique de réformes.

Elle avait agi alors en particulier sur les conseils de l'administration Carter désireuse de voir ses « protégés » d'Amérique latine utiliser des méthodes de gouvernement plus « convenables ».

### METHODES DE GOUVERNEMENT : LE MEURTRE

Face à l'opposition croissante liée à l'approfondissement de la crise économique et sociale avec son cortège de misère et de chômage, la junte a vite renoncé à ces « velléités » de réformes. Elle a soutenu quasi-ouvertement des escadrons de la mort salvadoriens qui ont fait en un an près de dix mille victimes, érigeant les meurtres en méthode de gouvernement.

### LES HESITATIONS DE CARTER

Après l'assassinat de quatre ressortissants américains dont trois religieuses l'administration Carter avait désigné une commission d'enquête. Le rapport qu'elle a publié démontrait s'il le fallait encore que les responsables des crimes sont couverts systématiquement par les autorités.

L'administration Carter a alors suspendu son aide économique à la junte. Paradoxalement elle vient de la rétablir et envisage l'envoi de matériel important alors que l'éviction du colonel Majano, qui avait joué un rôle important dans le coup d'Etat de 1979, annonce l'accentuation de la politique de répression.

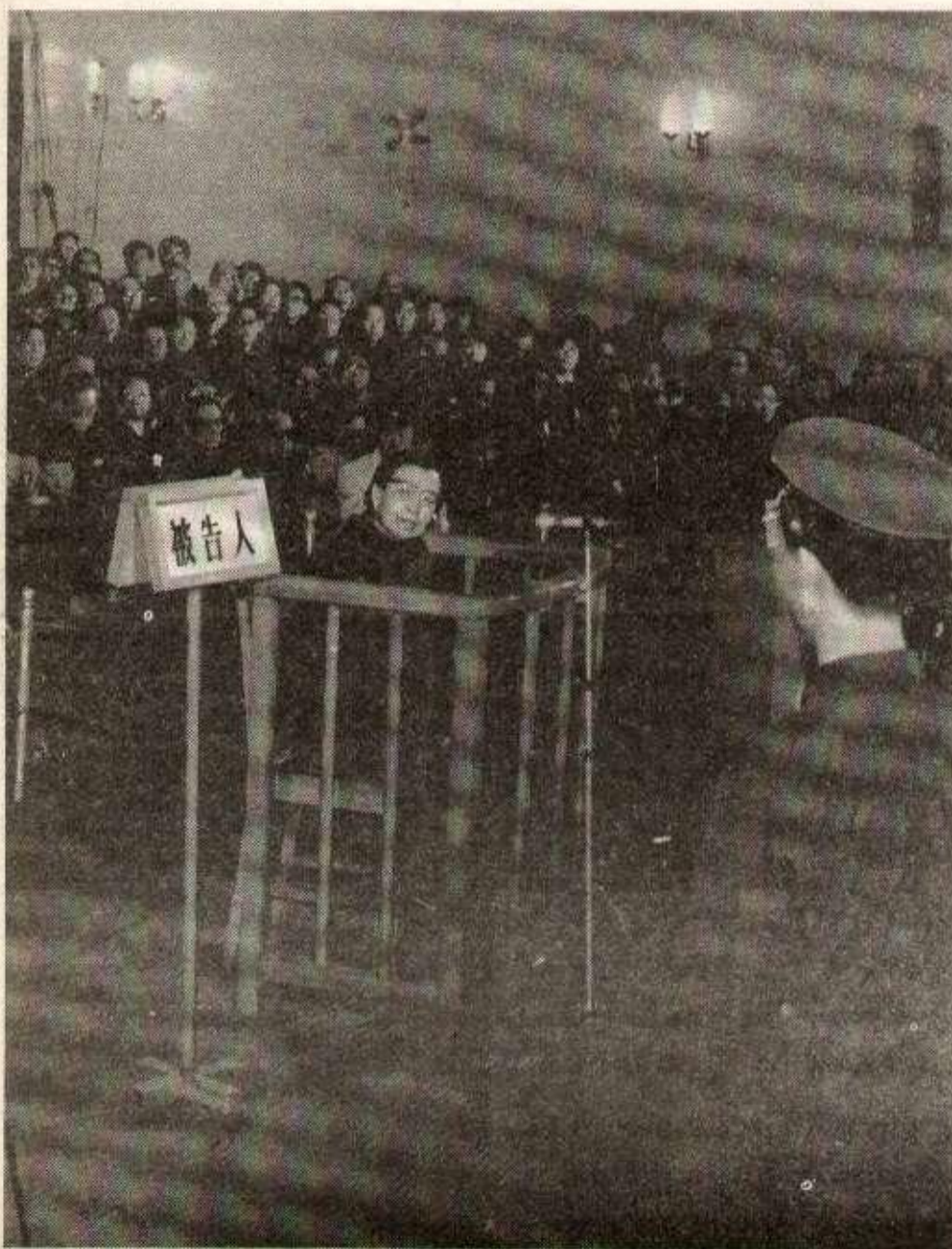
### OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE

La pénurie alimentaire qui menace les villes de famine s'est en effet accrue à la suite de mauvaises récoltes. En même temps on assiste à un développement important de la lutte que mènent les groupes de guérilla regroupés sous la direction du Front Farabundo Martí de libération nationale.

De violents affrontements ont eu lieu le samedi 27 et le dimanche 28 décembre dans le département de Chalatenango où les forces révolutionnaires contrôlent déjà en partie une région montagneuse et difficile d'accès.

Dans une déclaration, le Front Farabundo Martí a appelé le peuple à se « préparer à l'offensive finale contre le régime en place ».

De plus, le colonel Majano, lui-même, entré dans la clandestinité, a proclamé le « droit à l'insurrection populaire » et déclaré que les « milieux qui entretiennent la violence institutionnelle vont provoquer un soulèvement du peuple ». Voilà qui atteste de l'impact du mouvement révolutionnaire sur les différentes forces sociales et de l'isolement croissant de la junte au pouvoir actuellement.





# Pour édifier le parti communiste

Afin de participer à la préparation du IVe Congrès, des camarades d'un comité de Parti ont jugé préférable d'exposer leurs points de vue sous la forme d'un nouveau projet de programme, sous une forme entièrement rédigée. Eux-mêmes ont précisé les points les plus importants de ce nouveau projet ; parmi ces points, le texte ci-dessous qui constitue la dernière partie de leur projet et s'intitule «*Pour lutter aujourd'hui et parvenir au socialisme, s'unir pour faire un grand parti communiste, pour l'essor du syndicalisme de classe et l'unité populaire*». Nous le publions intégralement, précédé de quelques remarques.

Comment édifier un parti communiste : c'est effectivement un point essentiel de notre prochain congrès. Ce que nous appelons, «*la ligne d'édification du Parti*». De fait, la ligne d'édification que développe le texte de nos camarades est sensiblement différente de celle qui est inscrite dans le projet de programme soumis à la discussion, de celle que le comité central s'efforce de mettre en œuvre.

Soulignons d'abord les points et les conceptions similaires : elles sont extrêmement importantes. Il s'agit du rôle moteur et principal de la classe ouvrière dans la révolution, de la place du mouvement syndical, de la nécessité de l'unité populaire. Peut-être n'abordons-nous pas ces questions — et notamment les deux dernières — de la même manière. Néanmoins, il y a là, sur ces trois questions essentielles, une base d'accord fondamentale.

Disons quelques mots des points de vue différents. Quelques mots seulement... par manque de place dans ce cadre. Ces points de vue différents portent sur la base politique et la voie pour l'édification de ce Parti communiste. Examinons rapidement ces deux questions.

Le projet prend comme base «*le programme défini : le renversement du capitalisme en France et l'instauration du socialisme*». C'est notre objectif, bien sûr... et commun avec beaucoup de forces et d'hommes et de femmes dans notre pays. Mais, cette base d'édification, d'accumulation de forces, pêche par son caractère général, par son manque de liaison, de fusion avec la réalité concrète du monde contemporain, de fusion avec la situation internationale et nationale en 1981. Nous situons notre contribution à l'œuvre d'émancipation des prolétaires de France et des opprimés du monde entier dans le cadre de la lutte contre les deux superpuissances, contre l'hégémonie et contre l'Etat capitaliste et contre la politique de Giscard-Barre.

Ceci précise, spécifie la ligne d'édification. Ainsi, ce qui nous différencie radicalement du PCF et a nécessité l'effort d'édification d'un nouveau parti communiste, c'est une question fondamentalement politique et non le fonctionnement bureaucratique du PCF, seule indication retenue à ce moment là du projet de programme des camarades. Ce qui nous différencie radicalement et nécessite l'effort d'édification d'un autre parti pour l'action de la classe ouvrière, c'est son orientation politique fondamentale opposée aux intérêts de fond de la classe ouvrière, à savoir, en résumant : son orientation économique et politique qui ne rompt pas radicalement avec le système capitaliste et impérialiste français, sa stratégie réformiste qui laisse intacte l'Etat capitaliste et qui se situe dans la perspective de l'offensive mondiale du social-impé-

rialisme russe. Sans nul doute, nos camarades partagent-ils en gros cette analyse, mais encore faut-il la restituer quand on définit les bases politiques de l'accumulation des forces pour la classe ouvrière. La question du fonctionnement bureaucratique est sérieuse, il est vrai ; le projet de statuts de notre Parti s'efforce de définir des méthodes concrètes pour organiser la réflexion et l'expression des militants ; mais encore une fois, elle ne nous paraît pas la base politique essentielle pour l'accumulation des forces.

Deuxième remarque. Quelles forces ? Où sont les forces vives ? le terrain fondamental pour l'édification d'un parti communiste ? Elles sont dans le mouvement ouvrier, et nous précisons, sur la base de notre expérience, elles sont pour beaucoup rassemblées dans le PCF et la CGT. Voilà pourquoi, la voie d'édification décrite par nos camarades, à savoir l'union des forces d'extrême gauche et du «*mouvement révolutionnaire*» ne nous semble pas être la bonne voie. Non pas que nous refusions l'unité d'action avec ces forces politiques ; nous la réalisons sur des points politiques : soutien à l'Afghanistan, lutte contre le racisme, pour les libertés, etc. Mais cette unité d'action avec les forces et organisations d'extrême-gauche n'est pas la base privilégiée de l'accumulation des forces, de l'édification d'un nouveau parti communiste. Cette voie d'édification passe par des fusions partielles et ponctuelles entre nos points de vue, nos perspectives d'action et d'avenir et l'action, le mouvement effectif des ouvriers et des travailleurs, des militants les plus actifs et les plus conscients contre Giscard, pour l'emploi, pour les libertés et contre la montée de la guerre, pour la paix, pour le socialisme. Ce sont ces fusions réelles, opérées dans l'action politique en France aujourd'hui, en vue du socialisme demain, avec les militants actifs de la classe ouvrière et du peuple de notre pays, militants syndicalistes et politiques, souvent organisés dans la CGT et organisés ou influencés par le PCF, parfois présents dans la CFDT, le PS et d'autres organisations d'extrême-gauche, qui constituent les étapes de l'accumulation des forces pour la classe ouvrière et l'édification d'un nouveau parti communiste.

### POUR UN NOUVEAU GRAND PARTI COMMUNISTE EN FRANCE

Sans organisation, le parti, les travailleurs ne peuvent vaincre la bourgeoisie qui, est

hautement organisée pour maintenir sa domination. Les échecs et les impasses où ont conduit les partis de gauche rendent plus que jamais nécessaire l'édification d'un puissant Parti Révolutionnaire en France.

Ce Parti a pour but d'appliquer le programme défini : le renversement du capitalisme en France et l'instauration du socialisme.

Il n'importe pas un mode de socialisme existant à l'étranger, mais met en œuvre son propre programme défini en toute indépendance, pour mettre fin à l'exploitation tout en garantissant et en développant les acquis culturels, sociaux et démocratiques du peuple français.

Par son nombre et sa place dans la production, la classe ouvrière a un rôle décisif et principal à jouer dans la révolution et l'édification d'une société nouvelle. C'est pourquoi le PCML appelle les travailleurs, tous militants ouvriers qui veulent le changement de société à rejoindre son combat pour la révolution et l'édification de ce Parti Communiste en France.

Les autres travailleurs, employés, artisans, paysans, enseignants, brimés et exploités par le capitalisme ont aussi intérêt au changement social et aspirent à une société plus juste où le travail est rémunéré correctement et où la culture n'est plus pour quelques privilégiés. Le Parti communiste est aussi le leur.

Le fonctionnement bureaucratique et antidémocratique du PCF, parti qui a longtemps incarné la volonté de changement des travailleurs français, a poussé de nombreux militants à se détourner et rejeter toute organisation.

Le PCML lui-même n'est pas exempt d'erreurs en ce domaine. Mais il est résolu à les corriger, estimant qu'un parti communiste doit favoriser la réflexion dans tous les domaines, oser affronter les problèmes nouveaux de la société. Il veut permettre à ses membres de maîtriser son fonctionnement et de s'exprimer dans toutes les discussions.

Le parti a pour rôle d'appeler au combat révolutionnaire, de l'organiser, de le diriger. Il doit approfondir sa connaissance de la société française. Sa direction ne peut être bureaucratique et autoritaire. Elle doit favoriser un large débat dans le parti pour déterminer les lignes d'action à appliquer.

Le PCML estime ne pas être le seul à agir ; à réfléchir aux problèmes posés par la révolution en France. Le PCML a pour ambition d'apporter par son action et sa réflexion une contribution à la construction d'un puissant nouveau parti commu-

niste. Celui-là seul sera capable de renverser la bourgeoisie. Il ne naîtra qu'à la suite de profonds bouleversements de toutes les forces politiques en France.

### POUR L'ESSOR D'UN SYNDICALISME DE CLASSE

En France, depuis longtemps, les syndicats ne se contentent pas de mener la lutte pour la défense des intérêts immédiats mais inscrivent leur combat dans la lutte contre le capitalisme et pour un changement de régime.

Le PCML reconnaît cet aspect positif du syndicalisme français et combat les syndicats de collaboration de classe comme FO ou les syndicats fascistes tel la CSL (ex-CFT). FO sous prétexte de défendre les intérêts immédiats des travailleurs (qu'il ne défend même pas!) et de ne pas faire de politique (ce qu'il fait très bien) pousse à accepter la domination bourgeoise et l'exploitation capitaliste.

Les négociations sans rapport de force, le «*réalisme*» de la direction CFDT qui ont pour effet de faire accepter certains aspects du capitalisme sont néfastes à la classe ouvrière et sèment le trouble et la division. De même l'alignement quasi inconditionnel de la CGT sur le PCF, la surenchère et le sectarisme ne permettent pas la riposte nécessaire aux attaques du gouvernement.

Cette situation de division ne satisfait que les patrons. Le PCML appelle chaque militant à lutter contre l'esprit de boutique et de division. Que chacun dans son syndicat lutte contre le réformisme et pour une pratique de classe et de masse. L'objectif reste la création d'une centrale syndicale unique car les travailleurs ont tous les mêmes intérêts et un syndicat peut respecter les pluralités d'opinion. En attendant, aucune divergence ne justifie l'inaction et la division.

Les syndicats doivent prendre toute leur place dans le combat anticapitaliste et pour cela définir leur combat en toute indépendance des partis politiques de gauche, et en accord avec leurs militants. C'est une condition pour qu'ils puissent mobiliser la masse des travailleurs contre le capitalisme.

Les syndicats doivent également mobiliser et éduquer les travailleurs pour un soutien actif à tous les peuples en lutte pour leur libération et pour la défense de la paix.

### UNITE DE TOUS CEUX QUI VEULENT CHANGER DE RÉGIME

Beaucoup de militants orga-

nisés ou non veulent un changement révolutionnaire et se demandent comment en finir avec ce régime détesté et édifier le socialisme pour la France.

L'extrême-gauche offre le spectacle affligeant de sa division qui lui ôte toute crédibilité. Pourtant il est possible de s'unir contre les atteintes aux libertés, contre la loi électorale injuste, pour le soutien à la Pologne et l'Afghanistan, (comme par le passé contre la guerre au Vietnam), le droit à l'avortement, contre l'oppression en URSS, pour la solidarité aux luttes ouvrières...

Ces combats au coude à coude permettront de faire avancer des idées révolutionnaires et de mieux réagir contre la bourgeoisie qui s'efforce de faire taire les organisations «*minoritaires*». Le combat commun permettrait de mieux se connaître et clarifier nos positions. Peut-être à terme sera-t-il possible de mener des campagnes politiques communes à l'occasion d'élections. Le PCML a déjà fait un appel dans ce sens pour l'élection présidentielle de 1981.

Des militants des partis de gauche se posent de nombreuses questions sur leurs partis, sur les combats à mener, l'organisation, son fonctionnement...

Le PCML attache une grande importance à l'unité d'action avec ces militants car c'est de cette unité que naîtra la clarification politique nécessaire à la constitution en France d'une force capable de renverser le capitalisme.

### POUR L'UNITÉ POPULAIRE

En France de nombreux groupes sociaux en dehors de la classe ouvrière ont intérêt à la révolution et mènent dès maintenant un combat contre le capitalisme. Ce sont les paysans, les étudiants, les enseignants, les employés dont bon nombre ont les salaires et les conditions de travail comparables à ceux de la classe ouvrière.

Ces travailleurs sont organisés le plus souvent dans des syndicats ou des organisations professionnelles. Dans la lutte, leur unité s'est déjà manifestée, par exemple entre ouvriers et paysans. Elle est à renforcer, tout comme l'unité des organisations qui les représentent.

De même, se développent en France des mouvements sur différents fronts : écologie, immigrés, jeunes, femmes, nucléaire, droits culturels, minorités...

Tous ces mouvements ne verront pas la réalisation de leurs aspirations sans un changement de régime. Ils ont donc tous intérêt à y contribuer, notamment en renforçant leur unité lors des différentes mobilisations, comme cela s'est produit dans les actions pour l'avortement, contre les centrales nucléaires, contre le racisme, la répression...

Nous avons vu alors de nombreux partis, syndicats et organisations diverses lutter au coude à coude contre le pouvoir.

Cette unité dans le combat anticapitaliste forge la base d'un front futur de tous les travailleurs qui veulent abolir l'exploitation, front qui comprendra les différentes organisations politiques et syndicales qu'ils se sont donnés pour instaurer un nouveau pouvoir, leur pouvoir.

Dores et déjà les différents mouvements qui agissent pour le soutien aux luttes des peuples contre le colonialisme et l'impérialisme doivent travailler à jeter les bases d'un puissant mouvement anti-impérialiste et pour la défense de la paix.

# EN LISANT FRANÇOIS MITTERRAND



Quelques temps après l'annonce de sa candidature à la candidature, François Mitterrand a publié un livre-interview, «*Ici et maintenant*».

Il ne s'agit pas ici de faire une analyse générale de la politique suivie par François Mitterrand mais d'examiner quelques-unes des questions traitées dans son livre, au hasard d'une interview.

Cette fois-ci, en particulier la question de l'emploi.

## Mitterrand et les 4 «iques»

François Mitterrand accorde une place décisive à la compétitivité des entreprises. Il rappelle le plan de lutte du PS contre le chômage, présenté en septembre 78 et qui demande «*une nouvelle politique industrielle par la priorité donnée, dans le cadre du plan, aux secteurs d'activité les plus compétitifs*». Il prend vigoureusement partie en faveur de l'automatisation; il déclare à ce sujet : «*Là où le bât nous blesse face au Japon, ce n'est pas dans l'innovation, mais dans les normes de production. De 1978 à 1980, la productivité japonaise s'est accrue de 4,5% contre 2,8% pour la France. Une société comme Toyota réalise 770 000 francs de chiffre d'affaire par salarié. Deux fois plus que Mercedes, 3,5 fois plus que Peugeot, 5 fois plus que Fiat, 8 fois plus que British Leyland. Or, la qualité des produits français supporte la comparaison avec celle des produits japonais. Nous protégerons notre marché si nous choisissons d'innover dans les domaines où l'on pourra standardiser... et non en nous abritant derrière nos frontières, si nous parions hardiment sur l'automatisation et la robotisation pour abaisser les coûts...» (p 205) «*Devant la robotisation de la production qui se substitue au travail à la chaîne particulièrement pénible, et dont j'ai dit qu'elle nous aiderait à gagner la bataille engagée sur le marché international, je n'adopte pas, loin de là, une attitude rétractile. Cette remarque vaut pour toutes les productions de masse jusqu'alors orientées vers le renouvellement accéléré des produits, et qui entraînent un énorme gaspillage des matières premières et d'énergie.*» (p 221). François Mitterrand accorde, dans ce cadre, une énorme importance au développement de l'informatique au sujet de laquelle il écrit : «*Après les Américains, le Japon et très près du Japon, (vient) la France, devant la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Peu d'autres pays parviendront à s'insérer dans le**

marché tant sont lourds les coûts initiaux, car le prix de revient unitaire dépend de la qualité produite, donc de la domination du marché.

«*La France suivra-t-elle ce train?*

«*Si elle prend conscience de l'extrême importance de l'ensemble "Informatique, bureautique, robotique, télématique" et si elle s'en donne les moyens, oui... Pour se placer sur le marché mondial et mettre en œuvre les investissements nécessaires, la première condition à remplir est la continuité d'une politique industrielle. Quelle instance à longue durée en sera capable? La continuité du projet et la dotation en moyens suffisants exigent de surcroît que la nation ne se dessaisisse pas de ses richesses au profit de quelques-uns. Je suis pour la création d'une société nationale qui entraînerait, selon les*

conquérir les marchés. C'est une logique que l'on pourrait traduire par la formule : «*marche ou creve*». Quel est le moteur de cette compétition internationale, de cette lutte pour les marchés? C'est la course au profit.

Les choix définis par François Mitterrand, à partir du terrain sur lequel il s'est situé, sont logiques et (à la condition que l'on se place dans son optique...) difficilement reprochables. Comment en effet pouvoir bien se situer sur le marché international sans mettre l'accent sur ces quatre «iques» (Informatique, bureautique, robotique, télématique) qui auront pour effet d'abaisser les coûts de production? François Mitterrand pousse la cohérence jusqu'à indiquer que priorité sera donnée dans le plan aux secteurs les plus compétitifs.

on voit mal comment une telle politique industrielle permettrait de faire diminuer le nombre actuel de chômeurs mais on peut se demander comment elle ne conduira pas à ce qu'il augmente encore.

François Mitterrand escamote ce problème. Quand sont interviewé, Guy Claisse, lui demande : «*L'emploi subira-t-il le contre-coup de ce passage hardi, trop hardi peut-être, à la vitesse supérieure?*», François Mitterrand répond ceci : «*La fabrication des matériels informatiques, l'accroissement de la productivité des entreprises utilisatrices, qui, en faisant baisser les prix, étendra les marchés, ainsi que l'extraordinaire prolifération des nouveaux produits et services multiplieront les créations d'emplois. Le véritable problème à résoudre tient à la nature de ces emplois. Pour éviter les*

En effet : d'un côté il est sûr que cette politique supprimera des emplois dans les secteurs concernés, il est sûr que les secteurs dits non compétitifs perdront des emplois. De l'autre côté, rien, absolument rien ne permet d'affirmer qu'un nombre d'emplois supérieur à ceux supprimés sera créé. La concurrence internationale, prise comme base de la politique économique, continuera d'ailleurs à sévir dans ces secteurs.

## Prisonnier de l'implacable logique capitaliste

Au bout du compte, quelle est la différence entre la politique industrielle ainsi définie par François Mitterrand et celle de l'actuel gouvernement? La politique mise en œuvre sous la houlette de Raymond Barre ne consiste-t-elle pas, elle aussi, à donner priorité aux secteurs les plus compétitifs, n'a-t-elle pas défini des créneaux qui recouvrent les quatre secteurs indiqués par François Mitterrand? On peut se demander si François Mitterrand ne veut pas aller plus vite en prononçant la création d'une société nationalisée qui impulse ces restructurations. Michel Poniowski semble, quant à lui, perméable à une telle idée puisque lui-même se déclarait partisan il y a peu de temps d'une nationalisation de l'informatique afin de lui donner les moyens nécessaires. Cette convergence de l'actuelle politique et de celle préconisée par François Mitterrand est-elle étonnante? A notre avis, non! Dès le moment où l'on se situe sur le terrain de la concurrence internationale, les possibilités sont plus que réduites. La seule alternative réelle qui puisse exister est celle d'une économie qui ne prenne plus comme axe la compétitivité sur le marché international et qui n'ait donc plus le profit comme moteur, mais une économie qui soit planifiée sur la base de la satisfaction des besoins multiples du peuple et de la solidarité avec le tiers monde. Le passage d'une logique à l'autre ne peut s'effectuer, tel est notre avis, sans révolution. Ne serait-ce que parce que la réalisation d'une planification fondée sur la satisfaction des besoins du peuple suppose que le peuple possède le pouvoir, économique et politique, pour élaborer puis mettre en œuvre cette planification. Une autre orientation fait que, quelles que puissent être les bonnes intentions que l'on ait ou que l'on proclame, on se trouve prisonnier de la logique implacable d'une concurrence internationale entre capitalistes qui dicte ses contraintes. Sur le dos des travailleurs.

Pierre BURNAND

## A propos de démocratie

Les modalités de présentation des candidats à l'élection présidentielle : question très actuelle et qui permet, sans aucun doute, de contribuer à définir qui est réellement partisan des libertés démocratiques. La question de fond qui est posée est, en effet, de savoir si tous les courants politiques existants peuvent ou non s'exprimer, si les électeurs auront la possibilité de connaître tous les points de vue en présence.

Guy Claisse demande à François Mitterrand : «*Pour la prochaine campagne électorale, la campagne présidentielle, il a été prévu un nouveau système de sélection des candidats. Ceux-ci doivent désormais être parrainés par au moins cinq cents élus - parlementaires, conseillers généraux ou maires - représentant au moins trente départements. C'est un système qui tend à éliminer les candidats considérés comme marginaux. Vous paraît-il démocratique?»*

décisions du Plan, la restructuration de l'ensemble des grandes entreprises.» (p 213).

Ces citations, sans doute un peu longues, sont néanmoins utiles pour éclairer la démarche de François Mitterrand.

Sur quel terrain se situe-t-il? Sur celui de la compétition internationale entre les grandes puissances capitalistes. Celle-ci, dont tout indique qu'elle va connaître un développement important dans la période à venir, notamment entre les pays européens et les USA, nécessite impérativement le développement de l'automatisation, dans le but exclusif d'abaisser les coûts de production afin de

Or, voici ce que répond François Mitterrand : «*L'élection à la présidence de la République n'est pas Radio-Crochet. Je trouve la loi sévère. Je ne la désapprouve pas.*

Cette approbation de la décision giscardienne de restreindre les possibilités de candidature à l'élection présidentielle est déjà éclairante sur la conception de la démocratie qu'elle recouvre. Elle tend à interdire la possibilité d'expression des courants politiques nouveaux qui, par définition, n'ont pas ou très peu d'élus. Elle privilégie les forces politiques anciennes pour lesquelles 500 signatures ne posent évidemment aucun problème.

Mais quand, en plus, on sait qu'il est interdit aux élus du PS, sous peine d'exclusion, de donner leur signature, il faut bien alors en conclure qu'il y a une volonté délibérée d'empêcher les petites formations politiques de pouvoir se faire entendre. Où donc est la démocratie là-dedans? La dé-

fense de la démocratie par le PS aurait été beaucoup plus crédible si ses élus étaient autorisés à donner leurs signatures.

«*Trop de candidats, pas de candidats, sauf un, déclare François Mitterrand, celui de l'Élysée. La démocratie n'y gagne pas.*» Argument étonnant puisque c'est Giscard lui-même qui est à l'origine de ces mesures restrictives. On doit en conclure que Giscard et Mitterrand y trouvent un intérêt commun (comme Chirac et Marchais d'ailleurs) : celui de tendre à monopoliser la vie politique française. Pour François Mitterrand, la démocratie consisterait à devoir se rallier au PS. Il est connu qu'au sein du Parti socialiste bon nombre de militants désapprouvent une telle position. Certains ont même, dernièrement, lancé une pétition afin que les élus de leur parti puissent donner leurs signatures. En agissant ainsi, ils donnent, eux, du crédit à leur défense des libertés démocratiques.

## L'emploi qu'il supprime et celui qu'il créera peut être

Et l'emploi dans tout cela? Inévitablement, cette politique industrielle se traduira par des suppressions d'emplois, dans tous les secteurs concernés. Or, il ne faudrait tout de même pas l'oublier, la base à partir de laquelle s'appliquera la politique industrielle de François Mitterrand est celle de 2 millions de chômeurs. Non seulement

déplacements de population et d'occupations la planification apparaît une fois de plus comme le seul régulateur du changement au bénéfice de l'homme. Et la formation comme le seul outil d'adaptation.» (p 213). Vagues promesses opposées aux questions concrètes que soulève une politique industrielle. François Mitterrand est bien obligé de reconnaître que son orientation se traduira par des suppressions d'emplois mais il promet qu'elle permettra d'en créer de nouveaux. Il ne restera donc qu'un problème de formation et d'adaptation... Non, cela n'est pas sérieux et ressemble fort aux thèses de Jean-Jacques Servan-Schreiber dans son «*Défi mondial*».

■ Toute une série d'attentats ont eu lieu ces derniers temps en Guadeloupe et dernièrement encore lors du voyage de Giscard d'Estaing. Quel est le point de vue de l'UPLG à ce sujet ?

Pour l'UPLG, les attentats qui durent depuis quelques temps en Guadeloupe sont en fait dirigés contre le mouvement national. Ces attentats individuels sont faits par des groupes dont nous supposons que ce sont des groupes infiltrés par le colonialisme français, soit des groupes fascistes. Ils permettent de diriger la répression contre le mouvement d'indépendance nationale. Nous nous élevons contre ce type de violence. Les exemples que l'on a dans le monde montrent que ce type de violence n'a pas donné les résultats que ceux qui y recouraient, espéraient. Si un jour le mouvement national doit utiliser la violence, cette violence ne sera qu'une violence populaire en réponse à la violence du colonialisme. Le peuple lui-même choisira ses propres moyens et non pas des moyens individuels qui ne font que desservir la lutte.

■ Est-ce que ces attentats se sont déjà traduits par une accentuation de la répression en Guadeloupe ?

Bien sûr, la répression s'est accentuée : perquisitions, arrestations, procès, surveillance de militants. On a vu débarquer en masse des forces de la DST, des forces de police, de gendarmerie, des forces armées.

■ Pouvez-vous indiquer certains faits montrant que ces attentats sont des provocations ?

Il y a des attentats que nous trouvons bizarres. Par exemple, l'attentat perpétré à la Préfecture. C'est un lieu puissamment gardé ; on se demande comment quelqu'un peut aller poser une bombe non loin du bureau du préfet, à moins d'être personnellement renseigné ; comment peut-il s'introduire à la Préfecture alors qu'elle est gardée ?

Il en est de même au Palais de justice : Comment peut-on aller déposer une bombe sur la fenêtre d'un juge, alors que là aussi il y a des gardes ? Dans toute la population on est conscient que certains actes terroristes ne peuvent être faits que par des personnes parfaitement au courant de ce qui se passe, à travers les gardes, les forces de police ; des personnes qui sont au courant des absences : que le juge ne soit pas là, que dans le bureau du préfet la bombe soit désamorcée, il est certain que cela pose quelques problèmes. Tout le monde en Guadeloupe pense que ces attentats sont le fait de groupements fascistes ou de personnes qui sont particulièrement bien renseignées sur la manière dont sont organisées les surveillances policières. Si l'on compte le nombre d'attentats qui ont eu lieu, il faudrait de grandes quantités d'explosifs pour en faire éclater 3 ou 4 ki-

Mais que se passe-t-il donc en Guadeloupe ?  
Depuis plusieurs mois, les attentats s'y multiplient. Qui cela sert-il ?  
Certainement pas le mouvement pour l'indépendance nationale de la Guadeloupe.  
Le seul résultat de ces attentats est l'arrivée de forces de répression qui se déploient contre les forces patriotiques.  
Pierre Burnand a rencontré un représentant de l'Union pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) de passage à Paris.

# GUADELOUPE

## Des bombes contre l'indépendance nationale



los tous les quinze jours ; il faut pouvoir avoir accès à ce genre de matériel qui est bien surveillé et gardé.

■ Assiste-t-on actuellement à une organisation des forces colonialistes en groupes para-militaires ?

Les forces colonialistes sont déjà organisées à travers tous les partis qui existent en France comme le RPR ou le PR, mais ce sont des forces qui ne sont qu'électorales. Pendant les élections, elles distribuent une certaine quantité d'argent, elles peuvent avoir l'usage de la radio, de la presse ; il n'y a qu'un seul quotidien aux Antilles c'est le quotidien d'Hersant ; ces forces disposent de ces moyens pour pouvoir faire leur propagande, mais elles n'ont derrière elles aucune masse populaire. A côté de ces forces qui sont les forces traditionnelles de l'assimilation, il existe aussi des brigades. Le SAC fait une propagande pour la Guadeloupe française. Il y a aussi d'autres groupes qui se sont organisés, qui ont d'ailleurs écrit à la préfecture au mois d'avril qu'ils allaient se constituer en brigades pour pouvoir lutter contre l'indépendance nationale. Face au mouvement d'indépendance nationale on voit donc s'organiser la réaction, mais elle n'a aucune prise sur le peuple, ce sont quelques individus, des groupes. On connaît par exemple celui d'un conseiller général, Vié, qui a déclaré qu'il avait 150 personnes armées. On voit des Français venus d'Afrique du Nord, du reste des colonies, s'organiser en disant qu'ils ne perdraient pas leur dernière colonie et qu'ils entendent s'organiser pour pouvoir riposter contre l'indépendance nationale. Ils n'auront pas face à eux seulement l'UPLG mais tout le peuple guadeloupéen. On a même vu un sénateur socialiste dire que les forces de police ne cherchaient que dans un sens et qu'elles feraient bien aussi d'aller chez les fascistes.

■ L'idée d'indépendance nationale se développe-t-elle en Guadeloupe ?

Il est indéniable que l'idée d'indépendance nationale progresse. Elle est rentrée dans la conscience populaire. Nous voyons tous les jours des gens venir vers l'UPLG ou vers les syndicats qui soutiennent l'UPLG. On ne parle pratiquement plus d'autonomie. Le Parti communiste guadeloupéen a perdu l'essentiel de ses forces en continuant à défendre le mot d'ordre d'autonomie, en voulant voter aux élections. La prochaine élection présidentielle française va montrer le degré de mobilisation du peuple. Il va falloir compter avec les abstentions. Nous pensons qu'elles seront très massives puisque nous faisons une propagande très vive pour une abstention montrant que la Guadeloupe veut son indépendance nationale.

L'Union pour la libération de la Guadeloupe est un rassemblement de patriotes qui œuvrent pour l'indépendance nationale, pour un front de libération nationale. Son activité a d'abord été de faire prendre conscience que le mot d'ordre d'indépendance nationale n'est pas qu'un mot mais peut être effectif. D'autre part d'organiser une résistance tant sur le plan économique que culturel ou social. La résistance économique c'est l'occupation de terres ; c'est aussi, pour les paysans, cultiver et produire ce qui est indispensable à la Guadeloupe dans les cultures vivrières et maraichères.

C'est faire échec aux importations. C'est aussi l'élevage. C'est tout ce qui concerne la Guadeloupéen pour qu'il prenne conscience qu'il est capable de produire. Jusqu'alors, le colonialisme montrait que, sans l'aide de la France, la Guadeloupe ne pourrait exister. La résistance sur le plan culturel, c'est défendre notre langue, notre musique, défendre un comportement qui est profondément guadeloupéen d'où déjà dans les syndicats était sorti le mot d'ordre de « penser et agir en Guade-

loupéen ». Tout Guadeloupéen doit utiliser ce qui lui est propre tant dans sa langue, ses habitudes de penser et d'agir pour qu'il puisse montrer que cela représente une rupture avec l'aliénation française, pour que la culture guadeloupéenne soit véritablement vivante. Sur le plan social c'est le combat que nous menons contre les allocations, tout ce qui est donné au peuple pour en faire un peuple mendiant ; c'est une résistance pour pouvoir organiser ses propres relations sociales, sa propre médecine,

ses crèches, tout ce qui pourrait effectivement permettre au peuple guadeloupéen de résister à tout ce qui lui est octroyé par la France au moment des élections, tant en allocations chômage qu'en allocations de femme seule... Cette résistance, en ce moment, s'organise ; elle est la concrétisation de la conscience nationale. Cette conscience s'affirme dans des classes sociales bien déterminées qui sont les paysans et les ouvriers, ils sont le conservatoire de la Guadeloupe. L'indépendance nationale se fera autour de ces deux classes, bien que les autres classes ne soient pas absentes.

### L'UNION POUR LA LIBERATION DE LA GUADELOUPE